Numéro 48
Septembre 2015
Publication
«CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS

The Chambers' Newsletter

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO

Le seuil de tolérance

Mohamed Choucair

Un homme d'expérience me disait un jour: «Rien ne peut résister à l'opinion publique, c'est un raz-de-marée qui emporte tout sur son passage, aucune chance à qui se trouve au mauvais endroit». Ce n'est pas la gravité de l'évènement qui mobilise l'opinion publique; c'est l'entrée en phase d'un sentiment d'injustice ou la perception d'un risque également partagé. Des guerres meurtrières furent l'objet d'un soufflet, d'un attentat, ou d'un scénario d'agression monté de toutes pièces.

Nous vivons la malheureuse expérience des déchets solides. Tous ceux qui ont un avis l'ont déjà donné. Nous ne doutons pas qu'il y ait dans le pays nombre de spécialistes qui peuvent apporter une solution rapide et efficace. Probablement qu'on ne les laissera pas faire. Autrement le problème n'aurait pas eu lieu. C'est pourquoi nous voudrions poser quelques questions. Gouverner c'est prévoir. Avait-on prévu la fermeture - déjà repoussée de six mois - du dépotoir de Naamé le 17 janvier 2015? Savait-on qu'il n'y avait aucun dépotoir de rechange? Que l'enfouissement sans distinction des déchets n'est pas la bonne solution? Qu'une solution rationnelle nécessite au moins deux ans de préparation? Qu'en deux ans le pays serait noyé dans les déchets?

Et si on n'avait prévu tout cela, alors pourquoi a-t-on négligé les offres qui se sont présentées? Incinération, production d'énergie, compostage, réfaction des carrières, restitution aux municipalités de la charge et des moyens d'assurer le ramassage et le traitement des ordures ménagères, et tant d'autres solutions que nous écoutons aujourd'hui, et que nous écouterons pendant longtemps encore, et qui nous auraient évité la honte et l'insalubrité de traverser, en 2015, des rues inondées par les ordures? Qui aurait imaginé qu'on jetterait les détritus dans le lit des fleuves, autour des minoteries, sous les ponts?

Le problème se limite-t-il aux déchets? Bien sûr que non. Les déchets sont venus cristalliser une situation désespérée, désespérante. Les «déchets» invisibles sont plus nombreux et plus toxiques encore que les déchets visibles. Voir ce qui se passe à la périphérie, dans les régions, dans les camps, parmi les réfugiés «interdits de camp», dans l'underground des villes, et bientôt en pleine lumière. Gouverner c'est prévoir! Si on ne prévoit pas, c'est tout simplement qu'on ne gouverne pas. Ceci explique cela, nous vivons sous la loi de la jungle.

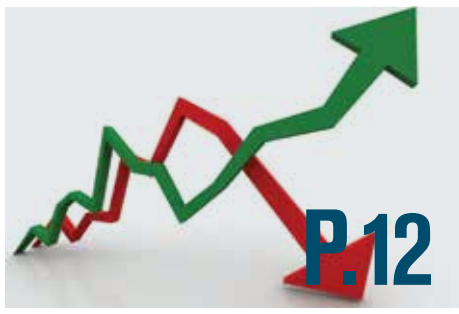
Face au danger, tout citoyen devient «agent de l'ordre public». À plus forte raison, les leaders des organisations économiques? Que doivent-ils faire pour conjurer le danger? Ce n'est pas un choix, mais une obligation morale, la rançon de la responsabilité acceptée. Il y a dans l'Hémicycle des 128 qui n'arrivent pas à élire un Président, il y a autour de la Table des 24 qui détiennent aujourd'hui réunis tous les pouvoirs sans les exercer, des hommes de bonne volonté, qui ne cherchent certainement pas un intérêt personnel et qui rêvent de faire avancer les choses. Il faut oublier les querelles de clocher et les rallier pour que cesse la parité de ceux qui veulent agir et de ceux qui veulent bloquer, pour que le pays avance, pour que le sort qui nous guette cherche une autre victime, pour que la prémonition de Gebran Khalil Gebran - «Malheur au pays où fleurissent les rites et les confessions et qui manque de foi» - ne se réalise pas.

INDEX

Conférence de l'Unesco et du Cnam-Liban sur les besoins en formation et compétences dans l'emploi des jeunes

Déchets: l'essentiel est dans la solution

Une première: accord de coopération entre l'Université libanaise et les chambres



Inflation, Deflation, Disinflation

CCIA-BML

P03. Conférence de l'Unesco et du Cnam-Liban sur les besoins en formation et les compétences dans l'emploi des jeunes

P03. Gaby Tamer décoré de l'Orde du Mérite civil espagnol

P04. Déchets: l'essentiel est dans la solution

P06. Industrie: plan d'action pour un développement durable

P07. Déchets: comprendre les tenants et les aboutissants d'une crise «non-actuelle»

FCCIAL

P08. Une première: accord de coopération entre l'Université libanaise et les chambres

P09. L'industrie cinématographique au Liban: une renaissance qui se confirme

P10. Sukleen: 20 years of clean streets

P11. CCIA Tripoli & North Lebanon: Mission to Moscou

P11. Arnaoon village, the serene and simple life

P12. Positioning to win: how to focus on interests

P12. Inflation, Deflation and Disinflation

P13. Saida Municipality: An innovative solution for waste management

P14. The Lebanese Training Center

P14. Waste ... the Hen that lays Golden Eggs

P15. Enhancing SMEs productive capacities for livelihoods... an employment generation in the Bekaa region

CCIA-BML & FCCIAL

P16. 10 Reasons why Glasgow is an Economic Powehouse

P18. Give Green a Chance (GMI)

P18. Improving the green jobs market with SHAAMS

P18. EDILE Pertinent also to Biosphere Reserves

P19. Trade Relations between Lebanon and U.S.A.

P19. Lebanon in Figures

P20. Conferences, Exhibitions & Business Opportunities

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ACTU DU MOIS

credit: OLJ

Lancement du Festival international de Beyrouth, an 1

Les Beyrouthins et autres Libanais pourront découvrir du 21 au 27 septembre prochains un nouveau festival qui fera scintiller la capitale de mille feux, le Festival international de Beyrouth. «Parce que Beyrouth est le commencement et parce qu'elle restera toujours à la une de l'info». C'est par cette phrase accrocheuse que Lama Tammam Salam, la femme du Premier ministre, a annoncé le lancement de ce festival, dont elle est la présidente. «C'est un rêve qui nous tient à cœur et se manifeste comme une déclaration d'amour envers la capitale à laquelle appartiennent tous les Libanais, qu'ils soient du Nord ou du Sud, de la Békaa ou du Chouf», a-t-elle ajouté lors d'une conférence de presse au Musée national, en présence notamment des ministres du Tourisme, Michel Pharaon, et de la Culture, Rony Araiji. «Dans sa première édition, le festival rendra hommage à Beyrouth non seulement en tant que ville, mais également en tant qu'ensemble d'influences historiques, culturelles et artistiques qui lui ont assuré et continueront de lui assurer une place de choix dans nos cœurs», a souligné Lama Tammam Salam. À noter que le vice-président du Festival est Gaby Tamer et que Mohamed Choucair, président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, fait partie du Conseil d'administration. L'originalité de ce rendez-vous résidera notamment dans ce mapping en 3D de l'histoire de Beyrouth, intitulé «Riwayat Beirut» et dont la projection est prévue pour la soirée d'ouverture le 21 septembre, avec la participation de l'Orchestre philharmonique et de Guy Manoukian.

La Chambre de commerce franco-libanaise souhaite étendre son champ d'action aux Libanais d'Afrique et du Moyen-Orient

Gaby Tamer, président depuis un an déjà de la Chambre de commerce franco-libanaise, a pris avec son équipe d'importantes décisions lors de la première Assemblée générale qui s'est tenue à l'hôtel Intercontinental dans le 8e arrondissement de Paris. Parmi les nouvelles orientations adoptées par l'Assemblée générale, figure notamment l'élargissement du champ d'action de la CCFL pour en faire un portail de mise en relation des entreprises françaises et libanaises en Afrique et au Moyen-Orient. Cela devrait aussi permettre le rapprochement des entreprises françaises des pays où sont installés des membres de la diaspora professionnelle libanaise. Des collaborations plus accrues entre les PME françaises et libanaises seront aussi renforcées pour permettre une ouverture de leurs marchés respectifs à divers secteurs productifs.

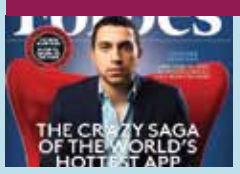
L'Union pour la Méditerranée promeut un investissement urbain de 5 milliards d'euros réparti sur 27 projets

Réunie à Barcelone le 18 août dernier, l'Union pour la Méditerranée (UpM) a lancé un programme d'assistance technique dans le cadre de l'Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI). Le but de cette assistance technique est d'identifier et de sélectionner des projets de développement urbain durables et innovants offrant des solutions basées sur une approche ascendante, reproductibles à l'échelle régionale et répondant aux énormes défis du développement urbain auxquels la région doit faire face suite à l'importante mutation démographique qui s'y est produite (exode rural au profit des zones urbaines). À ce jour, l'UPFI a identifié 27 projets répartis sur neuf pays des côtes méridionale et orientale de la Méditerranée. Le total de ces initiatives correspond à un investissement de 5 milliards d'euros, ce qui signifie que l'assistance technique de l'UpM s'élève désormais à 8% des besoins régionaux en matière d'investissement tels qu'ils ont été évalués par la Banque européenne d'investissement (BEI) pour les 20 prochaines années. Selon cette institution financière, un investissement de 60 milliards d'euros dans le domaine des infrastructures urbaines sera en effet nécessaire dans le bassin méditerranéen au cours de cette période.

Le tourisme en plein essor à Cuba après le dégel avec les États-Unis

Le rapprochement avec les États-Unis est à l'origine d'un boom touristique à Cuba, secteur qui a crû cette année quatre fois plus vite que le reste de l'économie, flirtant à nouveau avec les taux d'expansion des années 1990. Pour le professeur José Luis Perello, de la faculté de tourisme de l'université de La Havane, «l'image internationale donnée par le rétablissement des relations (diplomatiques) avec la réouverture d'ambassades crée une perception propice pour visiter Cuba, non seulement pour les Américains, mais pour tous les pays». Les visites d'Américains, facilitées sur décision du président Barack Obama, ont bondi de 50,1%, celles des Français de 28,5 %, des Britanniques de 27,5 % et des Allemands de 21,7%.

TECH & WEB



Forbes s'allie à Tinder pour faire «matcher» les professionnels

Après les rencontres amoureuses, l'application Tinder lance, en partenariat avec le magazine Forbes, une application de rencontres professionnelles. Les 2 000 membres sont triés sur le volet et issus d'une liste établie par Forbes. «Influents», ils ont tous moins de trente ans. «La liste «30 Under 30» rassemble les jeunes entrepreneurs les plus influents, accomplis et déclencheurs de changement. Notre application est un outil que nous avons développé afin de mieux connecter, responsabiliser et mobiliser cette communauté pour aider à changer le monde», explique Salah Zalamito, responsable des produits mobiles chez Forbes. Parmi la liste, des noms célèbres donc, issus du monde du sport, de la musique, ou encore du cinéma comme Keira Knightley ou Blake Lively. «Tinder connecte des dizaines de millions de gens chaque jour et il est passionnant de voir notre technologie utilisée pour un réseau d'affaires», a de son côté réagit Sean Rad, président de Tinder. Une idée pour réseauter donc, et un moyen pour Tinder d'étendre le champ de ses activités. Une nouveauté qui pourrait faire de l'ombre au leader du secteur des réseaux professionnels, Linkedin?

Un pommeau de douche hyper-économe séduit le patron d'Apple

Lancé sur la plateforme de financement participatif Kickstarter, le projet de la startup californienne Nebia a déjà levé plus d'1,6 million de dollars. Le pommeau de douche a été testé ces douze derniers mois sur les campus des géants Apple et Google. Et le projet séduit; depuis son lancement à la mi-août il a déjà dépassé son objectif de 100 000 dollars, pour atteindre plus de 1,66 million de dollars. «La campagne sur Kickstarter est incroyable, un déluge de soutien et d'intérêt en provenance du monde entier», racontait à l'AFP Philip Winter, patron et co-fondateur de Nebia, qui dit vouloir «changer la manière dont les gens pensent à l'eau dans leur vie quotidienne, en créant une expérience plus agréable et en économisant 70% de l'eau». Pour y arriver, le pommeau de douche innovant atomise l'eau en millions de minuscules gouttelettes, permettant ainsi de multiplier par dix la surface de contact par rapport aux pommeaux classiques, et donc d'utiliser moins d'eau. Un procédé que Nebia dit avoir mis plus de cinq ans à développer. Et qui permettrait d'économiser quelque 757 milliards de litres d'eau, et presque quatre milliards de dollars par an si tous les Californiens s'y convertissaient, selon les inventeurs du projet. Un foyer moyen américain pourrait amortir l'achat en deux ans. Tim Cook, patron d'Apple, fait partie des investisseurs. Ils sont pour l'instant 4 665 contributeurs à avoir cru au projet. Nombreux sont les internautes à encourager Nebia sur Twitter.

PUBLICITÉ

Information Tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	25cm L x 33cm H	$ 1,000
Demi-page	12cm L x 33cm H	$ 600
Quart de page	12cm L x 16cm H	$ 400
Manchette bas de page	25cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 5,000 par courrier · 17,000 par email
website: ccib.org.lb
Réserver l'espace au début du mois; Remettre le cliché avant le 20 du mois.
Les annonceurs ont droit de recevoir 25 exemplaires d'ECONEWS

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Conférence de l'Unesco et Cnam-Liban sur les besoins en formation et les compétences dans l'emploi des jeunes

Au siège de l'Unesco, à Beyrouth, les besoins en formations et en compétences des jeunes étaient au coeur d'une conférence nationale. Objectif: mieux affronter le monde de l'emploi et mieux répondre aux exigences du marché économique au Liban.

La Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban était activement présente à la conférence nationale dédiée aux besoins en formation et en compétences de l'emploi des jeunes au Liban. Cet événement éducatif est une initiative du bureau régional de l'Unesco de Beyrouth et de l'ISAE-CNAM Liban (L'Institut Supérieur des Sciences Appliquées et Économiques). C'est en présence d'un parterre de personnalités du secteur privé et du monde de l'enseignement que s'est tenu cet événement, le 11 août dernier, au siège de l'UNESCO à Jnah.

Étaient présents pour s'exprimer lors de la cérémonie d'ouverture de cette journée dédiée aux jeunes libanais et aux moyens d'affronter au mieux le monde du travail qui les attend: le représentant de l'Unesco, Suleiman Suleiman, le représentant du CNAM-Liban, Chawki Diab, le président de l'Association des industriels du Liban, Fady Gemayel et le directeur général de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Rabih Sabra.

Les thèmes discutés lors de cette rencontre ont été une étude préliminaire sur l'identification des compétences et des besoins globaux du marché du travail ainsi que les compétences requises par les PME pour engager les jeunes. En dernière session les participants ont conclu par des recommandations.

Au cours de son allocution, le directeur général de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban a d'abord confirmé le rôle de soutien constant de la Chambre au développement des compétences des jeunes afin de mieux répondre aux besoins des entreprises et aux exigences du marché du travail au Liban.

Rabih Sabra s'est arrêté sur les accords de coopération entre la Chambre de Beyrouth et le programme libano-allemand DSME qui vise à soutenir le système de formation professionnelle par alternance (dual system). Il a également souligné le succès de l'expérience européenne, qui a prouvé sans aucun doute l'efficacité du système de formation par alternance comme soutien important de l'industrie dans les pays européens et de réduction du taux de chômage notamment en Allemagne et en Autriche.

Rabih Sabra a aussi mis l'accent sur le rôle actif joué par la Chambre en tant que partenaire stratégique du gouvernement libanais dans son soutien constant au développement de l'éducation au Liban, à la fois technique et universitaire. «Un support

De g. à dr: Fady Gemayel, Rabih Sabra, Chawki Diab et Suleiman Awad Suleiman

qui a un effet stimulant sur la dynamique du marché du travail au Liban et permet de créer une main-d'œuvre qualifiée, un avantage compétitif de plus entre les mains des institutions libanaises face à la concurrence, en particulier dans ce contexte où le taux de chômage a dépassé les 20%», a-t-il ajouté.

Il a aussi salué les efforts poursuivis en ce sens par le Comité exécutif conjoint rassemblant les Chambres de commerce et le ministère libanais de l'Éducation, qui a notamment permis au cours de l'année écoulée d'intégrer des nouveaux curriculums de formation professionnelle dans l'enseignement technique. Le développement d'une plateforme électronique pour promouvoir les opportunités d'emploi et d'orientation professionnelle au Liban, un projet en coopération avec le ministère libanais du Travail et Microsoft, est aussi à l'ordre du jour des activités de la Chambre en faveur des jeunes et de l'emploi.

Rabih Sabra a par ailleurs appelé au développement d'une stratégie nationale pour une approche globale du travail, en termes de renforcement de l'efficacité et de la productivité, afin de réduire le chômage et la fuite des cerveaux ; et surtout de renforcer le système de protection sociale, le lancement des travaux de développement du Bureau central de la statistique au Liban et la mise en place de bureaux d'orientation professionnelle dans les universités et les instituts.

En clôture, le directeur de la CCIA-BML a appelé toutes les forces vives en place des secteurs public et privé à soutenir pleinement l'unité et la coopération renforcée entre eux, et avec les universités, les instituts et le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour soutenir l'éducation et des formations professionnelles plus adaptées, rappelant que cela constitue l'un des avantages compétitifs du système éducatif libanais.

Gaby Tamer décoré de l'ordre du Mérite civil espagnol

Le roi d'Espagne, Felipe VI, a décerné à l'homme d'affaires libanais Gaby Fawzi Tamer, président du Groupe G. Tamer Holding, l'ordre du Mérite civil, au grade de commandant, en reconnaissance de ses réalisations en faveur des relations économiques libano-espagnoles depuis un demi-siècle.

Gaby Tamer entouré par l'ambassadrice et sa famille (de g.àd.) Fawzi Tamer, Mimi Tamer, SE Milagros Hernando, Gaby Tamer, Elias Tamer, Raya Tamer, Youmna Tamer et Maya Tamer.

Gaby Fawzi Tamer n'est pas seulement président du Group G. Tamer Holding, ses engagements sont nombreux. Il est également président de la Chambre de commerce franco-libanaise et vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban. C'est surtout en reconnaissance de ses réalisations depuis un demi-siècle en faveur des relations économiques bilatérales entre le Liban et l'Espagne que le roi d'Espagne Felipe VI a voulu l'honorer à travers cette décoration.

Cette distinction honorifique lui a été remise des mains de l'ambassadrice d'Espagne au Liban, Milagros Hernando Echeverria, au cours d'une cérémonie officielle organisée en son honneur au palais Chéhab, siège de l'ambassade d'Espagne. Étaient notamment présents, le ministre Michel Pharaon, représentant le Premier ministre Tammam Salam, le ministre Sejaan Azzi, représentant le président Amine Gemayel, l'ambassadeur Michel Khoury, représentant le président Michel Sleiman, le ministre Nabil de Freige, le nonce apostolique, Mgr Gabriele Caccia, ainsi que plusieurs ambassadeurs, des présidents d'organismes économiques, des amis et la famille de Gaby Tamer.

Dans son allocution de circonstance, l'ambassadrice Echeverria a salué l'activité de Gaby Tamer et de son groupe fondé depuis plus d'un siècle, et a insisté sur le rôle vital qu'il a joué au niveau économique et commercial au Liban, dans la région et en Europe.

Pour sa part, Gaby Tamer a d'abord voulu remercier chaleureusement le roi d'Espagne pour son initiative généreuse, exprimant aussi ses remerciements à l'ambassadrice pour son soutien constant aux institutions économiques libanaises. S'exprimant sur les constantes du groupe familial qu'il dirige, il a aussi souligné que «l'esprit d'initiative et l'importance du travail d'équipe ainsi que le désir de réussir ont orienté les premiers pas des fondateurs du Groupe Tamer, dont la société EDDCO-Tamer Consumer Product, troisième société enregistrée au registre du commerce de Beyrouth, constitue l'une des composantes-clés». «Aujourd'hui, comme il y a plus d'un siècle, a-t-il ajouté, nous poursuivons la mise en application de ce que j'appellerais le testament de nos prédécesseurs, et nous léguons à la quatrième génération de la famille les principes qui ont toujours guidé notre action professionnelle et notre comportement personnel, afin qu'elle continue à porter le flambeau avec honneur et fierté». «Notre groupe a été le principal promoteur de marques espagnoles très appréciées par les consommateurs aussi bien au Liban que dans les pays arabes», a-t-il aussi ajouté. Et Gaby Tamer de conclure: «Le souci de servir mon pays m'a poussé à mettre l'expérience acquise dans le privé au service du secteur économique public. C'est ainsi que j'ai adhéré à des chambres de commerce, à des syndicats et associations, et présidé certaines d'entre elles, avec pour objectif de réformer le secteur industriel et commercial et promouvoir l'image du Liban, comme centre d'affaires, à travers le monde».

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Déchets: l'essentiel est dans la solution

Marilyne Jallad

Depuis le 17 juillet dernier, la crise des déchets n'en finit pas de défrayer la chronique. En attendant qu'une stratégie soit enfin adoptée par les autorités publiques, quelles solutions préconisent de leur côté les écologistes et les industriels?

Parmi les personnes interrogées, beaucoup appellent à une décentralisation de ce dossier et au versement de l'argent dû aux municipalités. Les intervenants opposent également un non catégorique à l'incinération totale des déchets.

MESURES D'URGENCES DE LA PART DES MUNICIPALITÉS ET RÉVEIL CITOYEN

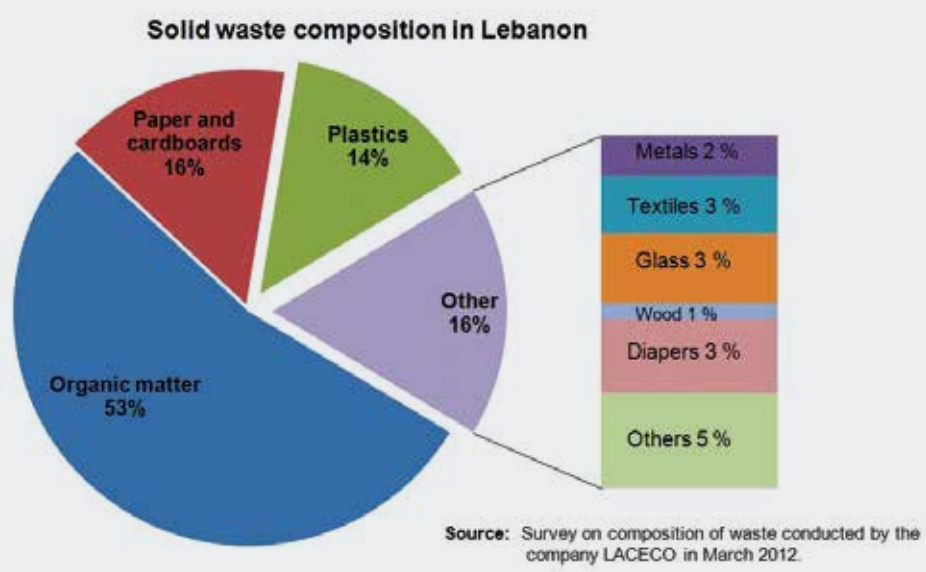
La Municipalité de Beyrouth a été la première, le 30 juillet dernier, à refaire appel à Sukleen (dont le contrat s'est terminé au même moment que la fermeture de la décharge de Naamé) pour collecter et stocker les déchets du Beyrouth administratif (sans les banlieues) entre la Quarantaine et dans cinq autres sites que nous n'avons pas réussi à identifier. Les déchets de la capitale auraient été auparavant triés et traités dans l'usine de tri de Sukleen à la Quarantaine, puis empaquetés dans des ballots et stockés en attendant leur transport vers les décharges hors de Beyrouth. «68 autres municipalités ont suivi pour demander à Sukleen de collecter les déchets de leurs villes et de les décharger dans des zones qu'elles ont choisies», avait déclaré le ministre de l'Environnement, Mohammad Machnouk, le 7 août dernier.

Dans l'urgence, certaines localités ont commencé à coopérer avec des ONGs, à l'instar d'ACT et Arc-en-ciel qui œuvrent depuis deux ans déjà à un projet de tri et recyclage avec la Municipalité de Kornet Chehwane.

Récemment, la Municipalité de Roumieh leur a emboîté le pas. Louis Abi Habib, président du Conseil municipal depuis 17 ans a réagi très vite. Pour les 3 000 habitants de cette localité, le tri à la source est une obligation depuis le 18 août dernier. De grandes poubelles pour les déchets organiques, à 3 500 LL, et des sacs-poubelles jaunes destinés aux déchets recyclables, à 500 LL l'unité, sont vendus dans la superette du village. Si leur tri s'avère mauvais, les habitants reçoivent un carton rouge et sont contraints de recommencer l'opération. La collecte se fait plusieurs fois par semaine par des employés de la Municipalité et un terrain vague a été libéré pour décharger les ordures sans risques sanitaires. Mais tout cela a un coût. La question est la suivante: combien de temps tiendra cette municipalité en l'absence de budget et de solution politique?

Mais comme dit le proverbe: «À quelque chose malheur est bon». En effet, une majorité d'habitants sont maintenant conscients de l'importance du tri à la source et les débats battent leur plein. Alors, pour y voir plus clair, et en attendant que le cabinet tranche enfin en faveur d'une solution de long terme, Econews a sondé Fady Gemayel, président de l'Association des industriels libanais et deux écologistes.

> « L'INDUSTRIE DU RECYCLAGE AU LIBAN RÉPOND AUX NORMES LES PLUS EXIGEANTES À L'EXPORT »



FADY GEMAYEL: «LE GOUVERNEMENT DOIT OUVRIR LE DÉBAT AVEC TRANSPARENCE AVEC TOUS LES ACTEURS CONCERNÉS»

«L'AIL a pris position il y a plus d'un an sur la question des déchets ménagers et a appelé à une stratégie globale préconisant le tri, le recyclage, le compostage et l'utilisation de ce qu'il reste de déchets pour en produire du RDF ou autre technique qui réduirait au maximum le taux de produits toxiques», explique Fady Gemayel. «Le secteur industriel libanais est très concerné, surtout par l'industrie du recyclage. Les industries qui recyclent sont celles qui sont bien ancrées au Liban», précise-t-il. «Des PME libanaises utilisent le plastique en matière première et l'exportent dans des pays aux normes exigeantes, tels que la Suède ou le Danemark», poursuit le président de l'Association des industriels libanais. «Le Liban a été pionnier dans la région en introduisant le recyclage du papier dès 1929, rappelle Fady Gemayel. Il est à la pointe de la technologie dans ce secteur». «Plusieurs usines, employant près de 1 000 personnes, travaillent dans le secteur papetier de recyclage, nous sommes en plein dans l'industrie durable et dans les métiers verts», affirme-t-il. «Les industries jouent un rôle dans la chaine économique car d'une part le carton est utilisé dans l'imprimerie, un secteur dans lequel les Libanais détiennent un grand savoir-faire, le Liban étant connu comme l'imprimerie du monde arabe», assure le président de l'AIL. «Le carton recyclé dépasserait 75% du total des besoins d'emballage, d'où son importance tant au niveau des autres industries manufacturières au Liban et aussi pour l'emballage de produits agricoles. De plus, ce secteur est actif dans l'exportation directe du carton, du papier et des caisses vers un grand nombre de pays», défend-il. Un point que l'AIL a souvent fait valoir auprès des autorités compétentes.

Au niveau de la gestion du dossier des déchets, Fady Gemayel regrette que «le cadre qui devrait régir cette question omette des détails importants». L'AIL a donc levé sa voix contre «l'incinération totale qui est, dit-on, envisagée par certains prestataires et qui porterait atteinte aux secteurs du recyclage et de l'industrie libanaise», déclare-t-il. «Il faut une vision globale, il faut donc décider des choix technico-économiques retenus pour la solution finale, d'une feuille de route pour y arriver et d'un plan d'urgence pour ôter tous les déchets encore dans les rues», résume le président de l'AIL. Quant aux techniques, il se dit «totalement opposé aux gros incinérateurs qui détruiraient l'industrie libanaise». «Si on valorise les déchets, il ne restera plus à traiter que 40% restants que nous pourrons traiter en faisant appel à d'autres techniques telle que le RDF, une solution viable de dessèchement des déchets restants surtout utilisée par les cimenteries dans le monde pour réduire au maximum ce qu'il reste à enfouir», conclut-il.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

LA PAROLE EST AUX ÉCOLOS!

«Green Line Association défend une prise de conscience environnementale basée sur la défense d'un droit et d'un accès aux ressources pour tous. Au même titre, les nuisances engendrées par une mauvaise gestion du transport, ou des déchets, par exemple, sont directement liées à notre approche qui promeut une gestion intégrée des ressources et de justice environnementale, limitant ainsi tout impact négatif», explique Ali Darwiche.

Le président de Green Line est catégorique: «L'État était pleinement conscient et n'a fait que repousser l'échéance, et ce depuis 1994, à l'ouverture de la décharge de Naamé dans le cadre d'un plan d'urgence auquel on n'a jamais mis fin. C'est cette inconscience et la corruption d'une partie de la classe politique qui nous ont menés à la situation actuelle». «Le plan mis en place a donné le monopole à Sukleen et, du même coup, a affaibli les municipalités alors que la gestion des déchets relevait de leur compétence», déplore-t-il. Paul Abi Rached, président de T.E.R.R.E Liban, une des premières associations à sensibiliser dès 1995 les citoyens au recyclage, va plus loin et estime que le traitement des déchets devrait se faire par cazas. «J'appelle les fédérations des municipalités à se mettre d'accord sur ce qu'ils refusent clairement, à le dire, et à obtenir chacune dans son caza une marge de manœuvre sur certains points», affirme l'écologiste.

Comment sortir de l'impasse? «Il faut commencer par trier les déchets dans les décharges, mais aussi à la source car seul le tri à la source avec un système transparent permettra de rétablir la confiance des citoyens pour l'établissement de décharges qui soient aux normes sanitaires», soutient Ali Darwiche. «Le tri permet également d'économiser les ressources plutôt que d'importer des matériaux vierges. Ensuite, le tri à la source permet d'isoler les matières organiques afin de faire du compost puisque ce sont elles qui posent le principal problème dans les décharges à cause des émissions de gaz», précise le président de Green Line. «Au Liban, près de 60% des déchets sont organiques. Les isoler permettraient déjà de réduire de plus de 50% le taux d'ordures», fait remarquer Ali Darwiche. «Le compost peut également être utilisé par les agriculteurs et servir à la réhabilitation des carrières. La part restante, une fois les matières recyclables et organiques traitées, peut être disposée dans des décharges aux normes sanitaires», poursuit l'écologiste.

QUID DES TECHNIQUES QUE PRIVILÉGIENT LES DEUX ONG

«Les déchets des ménages sont composés à 55% de déchets organiques qui peuvent être valorisés de plusieurs manières (tri, compostage, aliments pour les animaux, dégagement de gaz, etc.). 35% des ordures non organiques sont recyclables (17% papier carton, 13% plastique et presque 5% de métaux, verres, etc.). 10% sont partagés entre les couches de bébés et autres pouvant devenir une matière énergétique à travers la technique du RDF», explique le président de T.E.R.R.E Liban. «Reste enfin les déchets type porcelaine, avec lesquels on peut faire un traitement d'aménagement des carrières et qui représentent 10% des déchets recyclables».

Mais quelles que soient les techniques choisies, Ali Darwiche craint que les règlementations appliquées dans d'autres pays ne soient pas respectées au Liban. «Si des techniques comme l'incinération ou le RDF permettent de réduire la masse des déchets et de produire de l'énergie, elles peuvent s'accompagner d'émissions de gaz dans l'atmosphère si le processus n'est pas strictement contrôlé», prévient-t-il. Autre danger: «La technique de l'incinération est énergivore et une quantité importante de déchets est nécessaire pour assurer une utilisation continue, ce qui va à l'encontre des politiques de recyclage et de réduction des déchets», assure-t-il. Quant au RDF, il s'inquiète que «les cendres issus du RDF et les résidus (fumées et déchets solides appelés mâchefers) issus de l'incinération ne soient toxiques pour les populations».

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Industrie: plan d'action pour un développement durable

Comment optimiser au mieux la production industrielle en respectant l'environnement? Experte en environnement et en développement durable, Lamia Mansour revient sur le plan d'action national sur la consommation et la production durable du secteur industriel libanais.

«En plus du manque d'eau et d'électricité auquel nous sommes confrontés chaque été, nous devons cette année faire face aux déchets qui s'accumulent partout dans le pays», explique Lamia Mansour, experte en environnement et en développement durable pour les Nations Unies et l'Union européenne.

Lors de la rencontre de 2012 (Rio+20), la production et la consommation durable ont été soulevés comme deux principes fondamentaux pour la mise en œuvre d'un développement durable intégral. «Dès le départ, lorsque nous voulons extraire une ressource, qu'elle soit naturelle ou ajoutée au niveau industriel, il s'agit de réfléchir à son utilisation optimale, souligne-t-elle, c'est à dire qu'il est nécessaire de prendre en compte à la fois le respect de l'environnement et l'optimisation des coûts de production».

Le cycle de vie à la base de la consommation et de la production durable

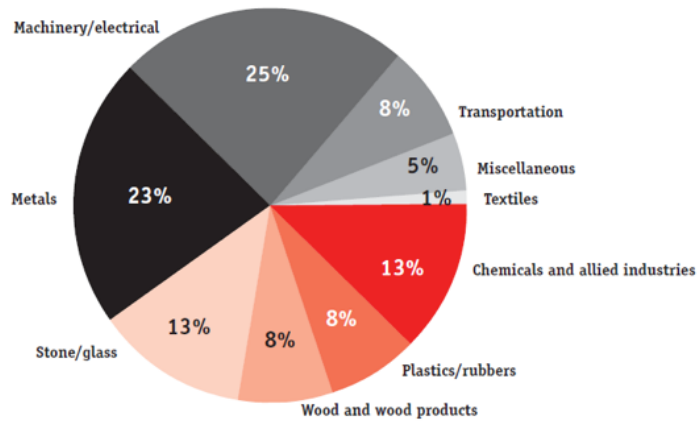
«C'est ce que nous tentons de faire au Liban, depuis quelques mois déjà, en développant un plan d'action pour le secteur industriel», poursuit Lamia Mansour.

«Le secteur industriel a un potentiel d'évolution économique important. Au niveau de la production, les enjeux sont énormes quant à l'accès à l'électricité, à l'eau et au transport», affirme l'experte.

Les objectifs de ce plan pour le Liban? «Il identifie les priorités au niveau de toute la chaine du cycle de vie d'un produit, des ressources nécessaires à sa production (sources premières, eau, électricité), de son transport, de son packaging, de sa réutilisation ainsi que de sa fin de vie (potentiel de collecte, recyclage, etc.)», répond Lamia Mansour. Et d'ajouter: «Nous avons ensuite identifié qui fait quoi au Liban pour appuyer les efforts des industriels en adoptant ces pratiques d'optimisation de la production et de respect de l'environnement».

Elle note que le même exercice a été lancé au niveau du consommateur, et constitue un facteur important pour adopter une production durable au Liban. «L'industriel est conscient qu'il existe des technologies plus efficaces, à sa portée, et il y a déjà des programmes d'expertise qui sont mis en place pour appuyer les industriels quant à l'utilisation de ces techniques. Nous avons identifié plusieurs centres d'expertise qui peuvent s'en charger pour rendre les industries plus efficientes et les aider à adopter des mesures de production plus efficaces», souligne-t-elle aussi.

«L'industrie libanaise a une capacité exceptionnelle de développer des nouveaux produits sophistiqués, si le marché existe, et quand la facture de production est faisable, nous voulons en profiter pour développer un produit et un marché durable et innovant», dit-elle aussi. Selon l'étude du Lebanese Center for Policy Studies (2014), la distribution de produits sophistiqués qui ont été développés dans le secteur industriel est assez diversifiée telle qu'elle est présentée ci-dessous.



Distribution des produits sophistiqués dans le secteur industriel

Les avantages? «Ceci permettra de créer une économie plus verte et d'optimiser le coût de la production. Ce plan d'action a aussi un apport technique et permettra de savoir quels sont les produits que nous pouvons développer au Liban et comment trouver un marché à l'international», ajoute-t-elle, soulignant ainsi l'apport économique,commercial et environnemental qui en découlera. «Avec un consensus au niveau local, entre les municipalités et les industriels, cela pourra fonctionner», précise-t-elle.

Pour illustrer les avantages d'adopter de tels principes, l'experte donne l'exemple de l'électricité. «Selon une étude faite par The Lebanese Center for Energy Conservation en 2010, 61% des dépenses énergétiques d'une industrie est autoproduite et s'ajoute à une facture d'électricité très élevée. Ces deux factures alourdissent les coûts de l'industriel», affirme-t-elle. Toujours en se référant à cette étude effectuée par le ministère de l'Environnement en 2010, elle ajoute: «La production d'énergie est associée à une pollution atmosphérique additionnelle liée à la combustion d'énergie fossile, que ce soit pour les générateurs privés ou EDL. Nous n'avons pas d'énergie renouvelable, ils fonctionnent au diesel ou au fuel, ce qui produit des gaz toxiques de CO2, de sulfure de dioxite (SO2) et d'oxides de nitrogen (NOx). D'où un danger environnemental qui s'ajoute à la pollution atmosphérique, qui provient du processus industriel lui-même, engendrée par des composés organiques volatils (VOCs et CO2)», prévient-elle. Cet exemple démontre à quel point «il est important d'optimiser l'utilisation de ressources en électricité mais aussi d'autres ressources et matières premières».

Contribution du secteur industriel aux émissions atmosphériques

	CO_2 (%)	NMVOC (%)	SO_2 (%)	NO_x (%)
Combustion in Manufacturing industries and construction	16%	0	22%	10%
Industrial processes	13%	17%	1%	0

Cette étude donne un autre exemple sur la ressource en eau: «Les industries ont droit à trois mètres cube d'eau par jour, trop peu par rapport à leurs besoins, ce qui va les pousser à créer des puits, à retirer l'eau souterraine et à devoir la traiter, déplore-t-elle. «S'ils n'ont pas d'accès à un puit, ils devront acheter de l'eau et allouer l'argent prévu initialement au développement de leur industrie. C'est dommage, sans mentionner les dégâts environnementaux dus à un excès d'eaux usées industrielles nocives, et dont la majorité reste non traitée».«Dans le plan d'action, nous expliquons aux industries la raison d'être de la ressource et nous leur apportons aussi un appui technique pour réutiliser l'eau», poursuit l'experte.

QUE PRÉCONISE LE PLAN NATIONAL?

À noter que ce plan d'action, concocté il y a quelques mois pour le Liban, fait partie d'un programme régional de l'ONU, «SWITCH-Med», financé par l'Union européenne qui concerne les pays suivants: la Lybie, la Tunisie, Israël, l'Égypte, le Maroc, l'Algérie, la Palestine, la Jordanie, la Syrie (arrêté par la guerre) et le Liban. «SWITCH-Med a financé deux volets: un plan d'action régional pour la mise en place du concept du CPD (consommation et production de développement) et des plans d'action nationaux dont le Liban a pu profiter pour mettre en place son plan d'action que nous préparons», explique Lamia Mansour. Celui qui touche au Liban est mené en coopération avec les ministères de l'Environnement et de l'Industrie.

Les principes du CPD: «C'est une complémentarité entre une bonne production et une bonne consommation, et malheureusement au Liban le consommateur n'est pas suffisamment éveillé sur cette question».

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Déchets: comprendre les tenants et les aboutissants d'une crise «non-actuelle»

Bachir el-Khoury

La crise des déchets ne date pas d'hier. Le bout de l'iceberg, apparu à la surface le 17 juillet dernier, n'est autre que le résultat d'au moins deux décennies de mauvaise gestion, d'absence de vision et de corruption. Le plan national, adopté en janvier, reste, en outre, assez flou. Explications.

Pour bien cerner les enjeux de la crise actuelle des déchets, il faut revenir aux origines fondamentales et en définir le cadre historique, car celle-ci n'est pas née de la dernière pluie. Elle remonte au moins aux premières années de l'après-guerre, même si l'apparence en était moins criante.

D'un point de vue purement technique, le problème est d'abord lié au fait qu'une seule compagnie se chargeait depuis la moitié des années 1990 de la collecte et du traitement des déchets sur moins de 20% du territoire (Beyrouth et une partie du Mont-Liban), même si ses services concernaient environ 60% de la population. La question relevait donc, en premier lieu, de l'absence d'une couverture territoriale optimale au cours des vingt dernières années. Dans le reste du pays, ce sont les municipalités ou les unions de municipalités - chargées, selon la loi, de la gestion des déchets et du nettoyage des rues - qui passaient des contrats avec des sociétés privées (Batco dans le Nord, EES Joseph Kahi and Associates à Zahlé, NTCC et IBC à Saïda...).

Cela a donné lieu, en l'absence de toute régulation et de cadre législatif pour la gestion des déchets dans ces zones, à la prolifération de dépotoirs illégaux et de décharges sauvages, estimées à plus de 750 à travers l'ensemble du territoire, dont une trentaine qualifiées de très dangereuses sur le plan écologique et sanitaire (Ouzai, Saida, Rachidiyé, etc.).

La deuxième dimension du problème est liée aux techniques de traitement des déchets: en moyenne 10% à 15% des quelques deux millions de tonnes désormais produites par an sont recyclées ou compostées, 45% à 50% sont enfouies dans les trois décharges contrôlées (Naamé, Baslim et Zahlé) - de plus en plus saturées - et les 40% restants dans des dépotoirs illégaux. Cette faible proportion de recyclage est liée, entre autres, aux termes du contrat conclu avec la société Averda (Sukleen et Sukomi), payée au poids des déchets traités, ce qui l'incite, dans une logique de maximisation du profit, à en mettre le maximum en décharge. Mais elle découle également de l'absence de tri à la source, une condition quasi sine qua none à l'augmentation de la part du recyclage.

Ces réalités nous conduisent d'ailleurs vers la troisième dimension du problème des déchets au Liban: la mentalité et les habitudes des citoyens mais aussi l'absence d'une fiscalité adaptée aux normes écologiques. En Europe, où 40 % des ordures ménagères sont recyclées, le tri sélectif est assez largement observé tandis qu'une taxe incitative proportionnelle à la quantité de déchets non récupérés a été instaurée.

Enfin, la quatrième dimension est financière: le Liban paie plus cher qu'ailleurs sa privatisation de la gestion des déchets. Selon les chiffres officiels, environ 180 millions de dollars ont été versés à ce titre par l'État en 2012, dont près de 95% aux sociétés du groupe Averda. Cela correspond à 165 dollars le prix de la tonne, tandis que l'organisation Sweepnet estime à plus bas le coût moyen, à 143 dollars/tonne. Ce dernier reste toutefois largement supérieur aux prix appliqués dans les autres pays ; l'Algérie, qui arrive au deuxième rang après le Liban, plafonne à 86 dollars/tonne, selon cette même organisation.

> « L'ÉTALAGE D'ORDURES DANS LES RUES DU PAYS DEPUIS LE 17 JUILLET N'EST QUE L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT. »

ORIGINE DE LA CRISE ACTUELLE: LES FAITS

L'étalage d'ordures dans les rues du pays depuis le 17 juillet n'est donc que l'arbre qui cache la forêt. Le bois le plus juvénile a émergé en janvier 2014, lorsque des protestations populaires sans précédent ont eu lieu dans le village de Naamé, dans le Chouf, qui abrite la plus grande décharge du pays. D'une capacité initiale de 1 240 tonnes/jour, celle-ci n'a cessé de prendre de l'ampleur au fil des ans, jusqu'à absorber 2 500 tonnes/jour et atteindre, en superficie, plus de 200 000 m2, contre la moitié quinze ans plus tôt. À cette extension territoriale se sont ajoutés les facteurs polluants ; les écologistes estiment à 10 000 m3 le volume de gaz méthane émis par jour, en sus de l'infiltration dans les sols du lixiviat, un liquide toxique qui nuit au circuit d'irrigation et à la plantation.

Cet incident de Naamé, passé inaperçu pour beaucoup de Libanais, était pourtant l'un des signes avant-coureurs de la crise actuelle. Si la colère de la rue avait finalement été apaisée par le député Walid Joumblat, ce dernier avait promis la fermeture de la décharge dans un délai d'un an, soit en janvier 2015, une date qui coïncidait, en parallèle, avec la fin du contrat de Sukomi et Sukleen.

Pressé par ces échéances cruciales, le nouveau gouvernement de Tamam Salam, formé en février 2014, élabore alors dans l'urgence un plan national, adopté le 12 janvier 2015, qui divise le Liban en six zones dans lesquelles la collecte et le traitement des déchets seraient confiés à des sociétés privées à l'issue d'une adjudication. En parallèle, le contrat avec la société Averda est renouvelé pour une durée d'un an tandis que le gouvernement fixe au 17 juillet la date de la fermeture de la décharge de Naamé.

Mais le premier appel d'offres échoue, faute de participation d'un nombre suffisant de sociétés, alors que le deuxième, clôturé en juillet, suscite uniquement l'intérêt de trois compagnies pour la zone 2, qui regroupe les cazas du Kesrouan, du Metn et de Jbeil.

C'est à partir de là que le cauchemar débute. Promesse faite, promesse tenue, le 17 juillet, la décharge de Naamé est officiellement fermée, alors qu'aucune société privée n'a été sélectionnée pour assurer la relève, conformément au plan national, et que l'œuvre de Sukomi est «paralysée» par la fermeture de la décharge du Chouf, en dépit du renouvellement du contrat. Les rues de Beyrouth et du Mont-Liban sont envahies par des effluves nauséabondes au fur et à mesure que s'y entassent poubelles et détritus.

UN PLAN IRRÉALISTE ?

Pour beaucoup, l'absence d'intérêt du secteur privé provient de certaines conditions irréalistes ou rédhibitoires posées dans le cahier des charges relatif au plan national.

Ce dernier impose aux sociétés de ne rejeter que 40 % des déchets en décharge pendant les trois premières années, puis 25 % les années suivantes (sur un contrat de sept ans). Des proportions jugées trop exigeantes par rapport aux délais posés.

En effet, qu'il s'agisse de recyclage avec tri à la source, compostage, incinération, méthanisation - qui consiste à transformer les déchets organiques en biogaz et en électricité - ou le RDF (Refuse Derived Fuel) - un combustible dérivé des déchets qui peut être utilisé dans les fours des cimenteries ou les centrales électriques - il est quasiment impossible de parvenir à 25 % en décharge au bout de trois ans, jugent les spécialistes.

> « IL EXISTE PLUS DE 750 DÉCHARGES SAUVAGES À TRAVERS LE PAYS, DONT UNE TRENTAINE QUALIFIÉES DE TRÈS DANGEREUSES »

L'installation d'un incinérateur – la technologie la plus rapide pour aboutir aux objectifs fixés, mais pas la plus écologique – nécessite, à elle seule, trois à quatre ans en moyenne, tandis que le tri à la source nécessite dix, voire 15 ans avant de rentrer dans les mœurs.

Autre condition difficile à appliquer: le choix du site approprié pour la gestion des déchets. Le plan oblige, en effet, les compagnies à trouver l'emplacement des décharges, alors que l'État libanais a lui-même eu du mal à le faire par le passé, face à la résistance des habitants des localités concernées.

LE PAYS DANS L'IMPASSE

Dans ce contexte, la crise est amenée à se prolonger, alors qu'aucune solution ne se profile à l'horizon, avec, de surcroît, un nouveau blocage du pouvoir exécutif, en toile de fond. Abandonnées à elles-mêmes, certaines municipalités ont pris l'initiative de parer au mieux le problème, en aménageant des décharges «sauvages» ou de réactiver d'anciens dépotoirs utilisés durant les années des guerres où les déchets – toutes catégories confondues – sont souvent brûlés, tandis que quelques initiatives timides de la société civile ont émergé pour inciter les citoyens au tri sélectif.

Sur le plan gouvernemental, l'option de l'exportation des déchets à l'étranger a, en outre, été fortuitement envisagée. Mais le coût d'une telle opération - estimé à 110 euros par tonne par le ministre Mohammad Machnouk - risque d'être plus élevé et de dépasser ainsi le prix par tonne, jugé déjà assez fort, payé à Averda.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Une première: accord de coopération entre l'Université libanaise et la Fédération des chambres de commerce

En juin dernier, un accord de coopération avait été signé entre le président de la Fédération des chambres de commerce du Liban, Mohamed Choucair et le recteur de l'Université libanaise, Adnane El Sayyed Hussein, lors d'une rencontre à huis clos dans les locaux de la Chambre de commerce de Beyrouth, à Sanayeh. Cet évènement a eu lieu en présence des présidents des chambres de commerce du Liban, des vice-présidents de la Chambre de Beyrouth, des cadres de l'Université libanaise et du député Mosbah El Ahdab.

Cet accord permettra notamment d'organiser des stages de formation et des séminaires dédiés aux cadres des ressources humaines des chambres de commerce, un enseignement délivré par l'Université libanaise.

PLUS QU'UN ACCOMPLISSEMENT ACADÉMIQUE, UN ENJEU ÉCONOMIQUE NATIONAL

Pour en parler, Econews a rencontré le doyen du département Économie et Gestion de l'Université libanaise, Ghassan Chlouk. «Cet accord, conclu entre le secteur éducatif et le secteur productif privé, est une première au Liban», rappelle-t-il. Son objectif? «Relancer ensemble l'activité économique du pays et agir sur un renforcement des taux de croissance». «Concrètement, cet accord consiste à organiser des sessions de formations qui débuteront très prochainement dans plusieurs domaines spécifiques qui intéressent le secteur privé et toute l'économie libanaise, explique-t-il, notamment dans les domaines de l'informatique et de la comptabilité nationale et des sociétés».

Des formations plus ou moins longues - d'une semaine, d'un mois ou d'un an - seront dispensées aux participants, à l'issue desquelles une attestation leur sera délivrée par l'Université libanaise et la Fédération des chambres de commerce.

Qui peut participer à ces formations et séminaires spécialisés? «Au départ, nous prévoyons d'accueillir une trentaine de personnes, notamment les principaux cadres des chambres de commerce, précise le doyen de l'UL. Nous étendrons ensuite les cessions au secteur privé et aux industriels». «L'objectif de ces formations n'est pas seulement académique mais aussi économique», tient à souligner Ghassan Chlouk. Et de conclure: «Il s'agit d'un projet non lucratif, entièrement pris en charge par les chambres de commerce».

Aperçu du contrat entre les deux parties

Le vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohammad Lamaa, fait partie des acteurs ayant permis la naissance de cet accord. Il nous a fait parvenir le contrat négocié entre les deux parties dont voici un extrait.

«L'Université libanaise et la Fédération des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Liban, deux acteurs avec une responsabilité respective à la fois nationale, économique et sociale, ont signé un accord de coopération». (...) «C'est un désir conjoint d'établir une coopération positive qui, ils espèrent, se traduira concrètement par une amélioration de la productivité du monde du travail». Pour sa part, l'Université libanaise s'engage à «transmettre le savoir et surtout renforcer ses relations avec le marché du travail et le secteur privé». (...) «Cette coopération a été possible grâce à une tentative conjointe des deux parties de proposer des formations aux cadres qualifiés des chambres de commerce et aux autres acteurs du secteur privé».

Les deux parties ont convenu de «la création d'une formation rapide (d'environ une semaine) pour traiter de questions relativement urgentes approuvées par les deux parties et en vertu desquelles le participant recevra un message d'information sur ce qu'on lui propose et une attestation signée par les deux parties».

Deuxièmement: «La création d'un cours à moyen terme (deux à trois mois) pour former les candidats à des notions techniques plus complexes, notamment en Économie, en Gestion et en Informatique. Le participant, suite à cette session, de formation recevra une attestation de formation spécialisée».

Troisièmement: «Des cours pour une période plus longue qui peuvent se dérouler sur une année entière, traitant de notions scientifiques permettront au participant d'obtenir un diplôme spécialisé».

Quatrièmement: «La Faculté des Sciences économiques et de Gestion s'engage à travers cet accord, dans sa première phase, au nom de l'Université libanaise, à rester ouverte plus tard que d'autres facultés (Droit, Santé, Science, etc.) en fonction des besoins. La Fédération des Chambres s'engage pour sa part à payer les frais de ces cours dans un premier temps. À noter aussi que toute modification de ce contrat doit être approuvée par les deux parties».

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

L'industrie cinématographique au Liban: une renaissance qui se confirme

Les films libanais font de plus en plus parler d'eux à l'international. Depuis notamment le succès de «Caramel» de Nadine Labaki, le cinéma libanais est-il devenu une industrie à part entière?

Rappelons-nous de Maroun Bagdadi, l'un des grands noms du cinéma libanais qui obtint, en 1991, le Prix du Jury du Festival de Cannes pour son film «Hors la vie». Un film que le cinéaste franco-libanais avait réalisé avec des acteurs de renom tel que Hyppolite Girardot.

Ensuite dans l'inconscient collectif, quand on parlait de films libanais on pensait aux drames de guerre: «West Beyrouth» de Ziad Doueiri (1998), «Dans les champs de bataille» de Danièle Arbid (2004) ou encore «Sous les bombes» de Philippe Aractingi en 2008.

Mais revenons au cinéma libanais d'aujourd'hui. Selon Pierre Sarraf, producteur à la tête de la société de développement et de production (films et publicités) «né à Beyrouth»: «le cinéma libanais a évolué ces dernières années vers des films variés, allant du film d'auteur au film de genre en passant par les comédies. On assiste à une sortie de films qui traitent de la grande guerre libanaise et de ses conséquences. «Avec deux amis en 2001, j'ai créé Le Festival du Film libanais à une époque où les spectateurs libanais n'étaient pas très intéressés par les films locaux. En 10 ans nous avons réussi à créer et fidéliser un public», se réjouit-il..

2001-2015: QUELLE ÉVOLUTION?

«En 2001, il y avait très peu de savoir-faire, peu de productions locales et quasiment pas de producteurs expérimentés», se souvient le producteur. «Puis avec le développement des programmes audiovisuel des universités, notamment l'ALBA et l'Université Saint-Joseph, et le travail assidu des producteurs qui ont développé un réseau de financement public et privé, et l'intérêt grandissant des investisseurs privés envers ce secteur, cela a offert la possibilité à une génération de se spécialiser dans les métiers du cinéma - scénariste, producteur, réalisateur mais aussi ingénieur du son et chef operateur», explique-t-il. Aujourd'hui, plus de dix écoles spécialisées existent. «À l'époque, nous n'avions presque pas de budget, le Liban produisait un long-métrage tous les deux ans. Aujourd'hui, environ 5 a 6 longs métrages sont produits par an au Liban», confie Pierre Sarraf.

L'évolution du secteur publicitaire a permis au Liban de se doter d'une technologie et des outils de pointe en termes d'équipement de tournage et de post production qui sont aujourd'huià la disposition des cinéastes. La naissance de la Fondation Liban Cinéma présidée par Maya de Freige, fait également son possible pour promouvoir le cinéma libanais. «Grâce à cette fondation, nous avons pu avoir un pavillon dédié aux films libanais au Festival de Cannes, ce qui est important pour la visibilité et le réseau de contacts», relève Pierre Sarraf.

D'après lui, le succès commercial et international de certains films récents, a ouvert la voie aux nouveaux cinéastes et producteurs pour faire des montages financiers ambitieux.En leur montrant qu'il était possible de percer à l'international. «Ces success stories ouvrent la voie pour lever plus de fonds et produire plus», soutient le producteur. «Avant, nous avions en majorité des fonds français et des budgets limités, à présent nous avons des co-productions avec d'autres pays qui croient en notre cinéma», ajoute-t-il. Et surtout, le public libanais a suivi!»

né à beyrouth tourne le film Go Home

Oui, le paysage est différent. «Nous sommes bien mieux qu'avant mais tout reste encore à faire. Nous savons qui a fait des efforts et ce qu'il nous reste à faire pour faire évoluer les choses. Le secteur s'est structuré mais l'État libanais n'a pas suivi et cela ne permet pas un essor», déplore-t-il toutefois.

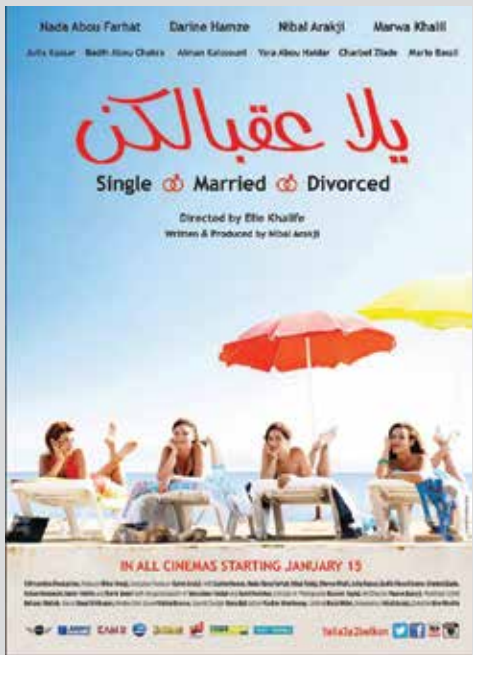
UN CINÉMA INDÉPENDANT QUI A BESOIN DE PLUS DE SOUTIEN DE L'ÉTAT

«Oui le Liban est un petit pays avec un petit marché, un cinéma indépendant qui ne dépend pas d'une industrie en tant que telle, comme on l'entend à l'étranger», assure Pierre Sarraf. Quant aux subventions, «pour l'instant le ministère de la Culture alloue 50 000 dollars par an pour tous les films produits, et cela est totalement insuffisant», poursuit le producteur. Proposition? «S'inspirer de ce qui se fait ailleurs, pas besoin de réinventer la roue. En augmentant la capacité de ce fonds, en taxant par exemple les prix d'entrée en salle. C'est déjà le cas au Maroc, en Tunisie et en Palestine». «Ce qu'il faut c'est une volonté politique. Mais surtout une stabilité politico-sécuritaire qui rassurerait les productions internationales et ramènerait les tournages au Liban», assure Pierre Sarraf. «L'État doit aussi faire pression sur les télévisions pour qu'elles achètent et diffusent des films libanais», poursuit-il.

Quant à espérer devenir riche avecdes films «made in Lebanon»? «Il ne faut pas rêver, le marché est très petit et la compétition est grande. Mais cela n'empêche pas que, grâce au travail de producteurs en coulisses, les films libanais ont de plus en plus de succès, sont de mieux en mieuxproduits et deviennent de plus en plus souvent rentables». «Cela dit, il y a le plaisir de produire des films et cela n'a pas de valeur», conclut le fondateur de «né à Beyrouth».

Nibal Arakji: scénariste mais aussi productrice, faute d'aide financière au secteur

Elle est la scénariste-productrice de ses deux longs métrages. Le second, «Yalla 3a Ebelkon» (Célibataire, mariée, divorcée), un film réaliste qui traite de la condition des Libanaises trentenaires, est resté près de quatre mois en salles. Le succès de son film, Nibal Arakji le doit à son talent, à son souffle et à ses investisseurs privés. «Sans eux je n'aurais pas pu le faire, je leur doit tout!», dit-elle. Mais ce qu'elle aime faire c'est écrire «raconter des histoires». Mais étant donné qu'au Liban il n'y a pas assez d'aide publique, elle s'est retrouvée contrainte de porter cette nouvelle casquette de «productrice». N'oublions pas qu'elle joue aussi dans son film fort bien d'ailleurs. Son premier film, «Ossit Sawani» (Une histoire de seconde), film dramatique, est sorti en 2012. «Même si le succès n'était pas vraiment au rendez-vous en salle, avec ce film j'ai fait 25 festivals dans le monde, et reçu plusieurs récompenses: le prix du Meilleur film libanais par la Fondation Liban Cinéma (2012), le prix du Meilleur Film et du Meilleur Scénario au Festival du Film de Malmö (Suède), enfin «Ossit Sawani» a été sélectionné comme film libanais aux Oscars de 2013, ce qui m'a aidé à lever plus de fonds privés pour mon second film», raconte Nibal Arakji. Comme Pierre Sarraf, elle appelle à d'avantage d'aides au secteur. La scénariste-productrice souhaiterais également que les cinémas libanais gardent en salle plus d'une semaine les films qui ne font pas suffisamment d'entrées. «Il faudrait qu'ils consacrent une salle au cinéma libanais, qu'ils ne traitent pas ces films comme des films du box-office américain mais plutôt qu'ils essaient de les promouvoir», souligne-t-elle. Cette parisienne, rentrée au Liban à l'aube de ses 25 ans pour poursuivre son amour du cinéma qu'elle nourrit depuis l'enfance, salue le talent de beaucoup de jeunes cinéastes qui, selon elle, ont juste besoin d'un coup de pouce pour briller. Pour son troisième film, dont elle écrit le scénario actuellement, on ne peut que lui souhaiter encore plus de succès...



ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

SUKLEEN: 20 Years of Clean Streets

Pascale Nassar
Communication Manager

Several factors have turned composting into an essential topic. One is the fact that Mediterranean countries, including Lebanon, are high consumers of organic foods. Another motive is the recent ongoing debate on waste solutions which necessitates informing people on the benefits of composting.

Waste management is vastly important due to the fast increase of population and the related increase in solid waste generation which, if not properly managed, might lead to intensified toxic emissions with the related effects on health.

Around 57% of household wastes are made up of green material (fruits, vegetables.....). Thus, reusing and recycling green wastes through composting is one way of reducing the waste load on the landfill.

Composting is the transformation of raw organic materials into useful organic soil that provide nutrients to crops and enhance the tilth, fertility, and productivity of soils.

Aerobic Windrow composting system is being performed in Sukomi Green site facility located at Karantina, whereby organic waste stream proceeds to the fermentation shed and where material biodegrades under controlled moisture, temperature, and aeration conditions to produce compost of refined quality used in agriculture and landscape.

BENEFITS OF COMPOSTING:

- Reduces wastes to landfill
- Provides a product that increases soil organic matter
- Produces fertilizer nutrients for the soil
- Reduces the need for pesticides
- Stabilizes chemicals that may otherwise be released into soil, air and groundwater.
- Turns wastes into useful products through recycling
- Destroys weed seeds
- Increases crop productivity
- Adds & binds nutrients to soil
- Enriches soil with O.M.
- Retains soil moisture
- Amends soil structure

APPLICATION AND USAGES

Sukomi's compost* is a soil amendment which can be applied on all types of agricultural commodities (fruit bearing trees, industrial crops, food and cash crops, seed crops.....) and landscape commodities (ornamental seasonal and annual varieties such as seeds and transplants potting media).

As such, compost can be incorporated in open fields, greenhouses and ornamental plant nurseries and on all types of crops and ornamental varieties. It can be applied all year long for irrigated crops, and from September to February for non irrigated crops.

TYPES OF COMPOSTS

SWT sorting plants produce three types of composts:

1) End compost product: Direct application on all kinds of agricultural commodities except on seeds.

2) Dried compost: Direct application on all types of plantings including seeds.

3) Biodegradable bagged compost bags: Bag capacity 25 kg of compost.

COMPOST TESTING & CHARACTERISTICS

Sukomi's compost undergoes regular physical, chemical and biological analysis during the whole biodegradation period at the Center of Environmental Research and Testing (CERT) which has both an environmental and quality certification systems (ISO 9001 & ISO 14001).

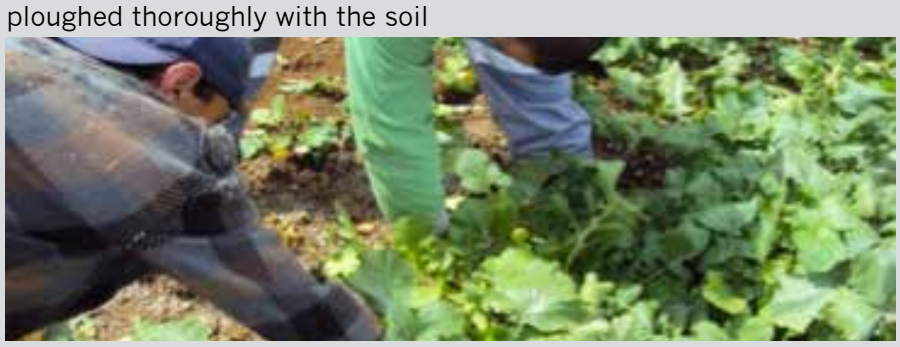
Sukomi's compost results are evaluated based on the International Canadian BNQ standards. It is worth mentioning that MSW compost cannot be distributed to farmers unless it meets all the quality requirements related to product safety and market claim.

** Compost can be used solely as a potting mix in case users let it rest for a period of 1 year. Compost is distributed free-of-charge and distribution occurs according to land space and crop requirements.*

COMPOST APPLICATION MODE:

For trees: Apply compost around trees in a circular manner at a distance ranging between 30- 40 cm from the tree trunk

On surface irrigated crops: Compost should be incorporated and ploughed thoroughly with the soil



For potting mixes: Compost can be mixed with appropriate potting mix used by ornamentalists.

COMPOST APPLICATION RATES

On Trees: (citrus varieties, apples, olives.....)

- For trees < than 7 years: between 10 - 30 kg compost/tree
- For trees greater than 7 years: between 40 - 150 kg /tree

On greenhouse crop varieties: (Lettuce, eggplant, cucumber, radish...)

- Rate applied: between 2 - 5 kg/m^2

On on-field irrigation crops: (Broccoli, corn, turnip, potato, swisschard...)

- Rate applied: between 2 - 8 kg/m^2

On ornamental varieties: (Gerbera, verveine, marguerite, pettunia, poinsettia.....)

- Direct application: - 25% compost: 75% peatmoss
  - 50% compost: 50% peatmoss

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIA Tripoli & North Lebanon Visit to Moscow

Within the scope of promotion and consolidation of bilateral relations between Russia and Lebanon, the Chairman of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Tripoli and North Lebanon (CCIAT), Toufic Dabboussi, is actively overseeing the preparations of the Chamber's delegation visit to the Russian Federation scheduled for the period 4 - 10 September, 2015.

For this, CCIAT has dispatched a mission on July 31st headed by Ms. Linda Sultan, head of the commercial department and public relations accompanied by Miss Wardeh Greij from the accounting department so as to prepare the grounds for a successful visit of Lebanese businessmen, women and exporters to Russia. This initiative is organized by CCIAT in coordination and in partnership with the Lebanese Embassy in Moscow and the Arab-Russian Business Council represented by its acting director Mr. Vladislav Lutsenko putting into action the «Memorandum of Understanding» that was recently signed, and commending the Russian side to provide all possible facilities to the Lebanese private sector.

CCIAT's representatives held meetings with senior officials in the Arab-Russian Business Council, Moscow's Chamber of Commerce, Ms. Clays Rukitskya President of the Business Women Organizations, in addition to business meetings with Russian businessmen and importers under the continuing patronage of the Lebanese Embassy in Moscow and the hospitality of the Chargé d'affaires Mr. Milad Nammour. Discussions focused on precise details of the program and consultation on arrangements relating to the forthcoming visit in order to inform the Lebanese businessmen on Russian markets and identify importers as well as shipping logistics, conditions, packaging techniques and money transfer processes relating to import and export.

Arnaoon Village: The Serene and Simple Life

Arnaoon is a 300-plus year old Lebanese village that existed since the Ottoman days, rising on a hill-top over the historic Msaylha Fortress along the Batroun Highway, North of Lebanon. We decided to cherish this heritage by reviving the old houses' ruins and beautifying the scattered landscapes.

This, and much more, makes of Arnaoon Village a heart-pounding venue, embracing a bouquet of locations and services, fully hosting memorable celebrations and quality moments ranging from private occasions and weddings to corporate events/day-outs, as well as lodging in its old houses and enjoying the generous Lebanese cuisine in its exquisite old style "Draj El Ward" restaurant or under its arcades and wild trees.

A GENUINE VISION

Beyond targeting market leadership, we aim at establishing Arnaoon Village as a must-see Lebanese landmark, keeping it as authentic and comforting as possible, hence playing an important role in nourishing a sense of belongingness and a positive energy in our visitors.

...AND SUCCESS

It is all about the people. The main engine behind our "success" is the team of talents and set of values we are proud to have at Arnaoon Village. Experience is the best proof.

On your wedding day, Arnaoon Village unfolds its vast landscapes to your friends and family, experiencing joyful surroundings, melodious rhythms and intensely flavored cuisine.

Throughout spring and summer, Arnaoon Village weekends release their doors with an Open Lebanese & International Buffet accompanied by field games for family, friends and children. The open buffet awaits you to indulge yourself in our tasty rich variety of food. Reservation is a must! Arnaoon also welcomes you during the weekdays to enjoy its finest Lebanese dishes of your selection.

Renewing your marriage vows, celebrating your kid's christening, birthday, 1st communion, or simply inviting your friends for a private occasion, Arnaoon Village's old houses with their cozy gardens are there to welcome you and your guests.

While stress is increasing in our daily life, especially in our corporate world, we all seek an escape to de-stress, to take some time off, re-think our priorities and re-ignite the bonds between the people in our daily lives.

At Arnaoon Village, this is our mission. We will stress off your shoulders and prepare a customized proposal from A to Z and handle the implementation while you and your team relax, spend an unforgettable day...Energized, you will go back to work.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Positioning to Win: Focus on Interests[1]

Dr. Karl Mackie, CBE[2]

A multinational food company started to use new machinery in its line of production and contracted with a canning factory for this purpose. The machine is meant to increase production at a lower energy level, decreasing costs in the long run. However, the machine has been heavily damaged due to a defect and was out of commission for the foreseeable future, incurring repair costs and a significant decrease in productivity. The factory believed it should not be held responsible for the breakdown because they did not manufacture the machinery, and the food company had threatened to sue, but agreed to submit to mediation instead.

While many companies already have mediation clauses written into their contracts, it is still important to actively recognize some of the benefits of mediation over litigation or arbitration in order to encourage business engagement and understanding. Mediation has the obvious benefit of being significantly less time consuming and cost efficient, but an additional benefit of mediation is the significance given to interests rather than positions in determining an outcome. While litigation and arbitration refer almost exclusively to party positions (i.e. where each party stands in the present based on their past actions and on their rights), mediation focuses on the interests (i.e. what each party would like to gain from the situation and move forward).

> MEDIATION HAS THE OBVIOUS BENEFIT OF BEING SIGNIFICANTLY LESS TIME CONSUMING AND COST EFFICIENT

THE OLD WAY

The difference between positions and interests is visible in the simplest of terms: when a judge or arbitrator looks at a case between parties, they see the position of the parties based on the actions that brought them to their current situation. If, for example, the above contract dispute goes to trial or arbitration, the judge or arbitrator might see that an employee of the factory did not properly consult the handbook before using the new piece of machinery, or that it may have been the company that did not provide adequate training. Based on the evidence provided by both parties, the judge or arbitrator will make a decision about what penalty should be paid by the "guilty" party, and the case is concluded or appealed if a party would object the outcome. This is done in an entirely scientific manner: the outcome is determined based on the facts of the case, regardless of the needs of people involved hereunto.

THE NEW WAY

This approach stands in direct contrast to the manner in which mediation approaches the outcome of a case. While arbitration and litigation focus on the position of the parties, mediation and negotiation focus on their interests by taking into account the current situations of each party and their progressive targets. A mediator might be able to draw from each party its commercial and personal needs as well as legal perspectives and then seek to orchestrate them into a more creative solution. Coaxing an in-depth dialogue between the parties delves deeper into their respective current situations, garnering a solution based on mutual aspirations and interests rather than insurance policies or law.

LOOKING FORWARD

But why is this so important? If litigation in this case would have ended with some form of a 'settlement', does it really matter in what form it happens? The answer can be found in the essence of mediation as a whole. Conflicts, whether between corporations or individuals, are truly settled when both parties feel satisfied with the outcome and that they can move forward. As many would attest, litigation can often leave parties dissatisfied, even when there is a nominal 'winner', not to mention damaging the whole relationship further. By targeting on interests, mediation helps parties look and move forward and leave the conflict in the past.

[1] *This article was originally published in Export Views, Issue 1*

[2] *Chief Executive, Center for Effective Dispute Resolution (CEDR)*

Inflation, Deflation and Disinflation

WHAT SHOULD WE READ IN THE CURRENT TREND OF BURDENED NEW WAGES AND DECLINING PRICES?

An increase in the general level of prices of goods and services is known as inflation. As inflation rises, the amount of money you own buys a smaller percentage of goods and services. It is measured as an annual percentage.

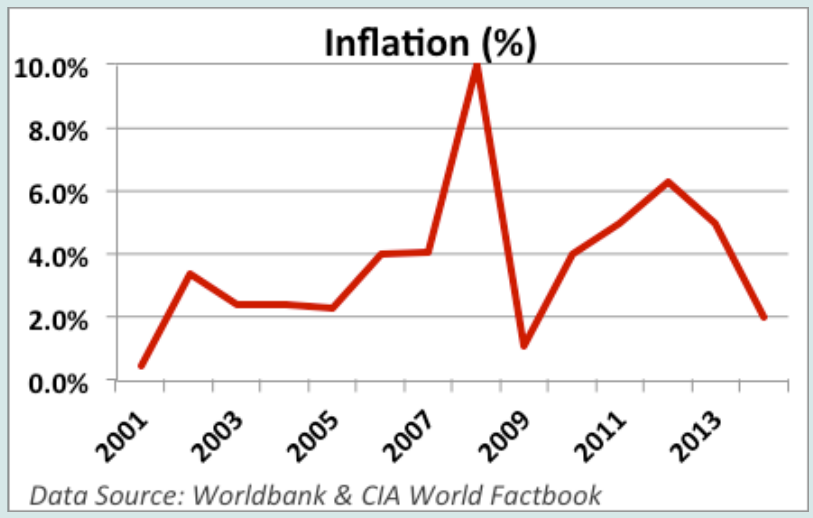
The opposite of inflation is deflation. A general decline in prices could be caused by a drop in money supply, government spending, or investment. If deflation persists, it could create a shrinking economy with defaults, falling profits, and high unemployment. In recent years, most developed countries have attempted to sustain an inflation rate of 2-3%.

Inflation has several variations:

- Hyperinflation is unusually rapid inflation. The major reason for hyperinflation is very high money supply through money printing.
- Stagflation is the combination of high unemployment, inflation and slow growth.

There are several factors that can cause inflation. The major two theories are demand-pull inflation and cost-push inflation. A term attributed to inflation is disinflation. Disinflation is used to describe instances when the inflation rate has reduced marginally over the short term. For example, if the inflation rate was 5% in 2013 and 2% in 2014, this represents a drop in inflation between the two years, i.e. disinflation. Although it is used to describe periods of slowing inflation, disinflation should not be confused with deflation.

The following graph shows the inflation level in Lebanon between 2001 and 2014, where the average inflation during this period was equal to 3.7%.



ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Saida Municipality, an innovative solution for waste management

The city of Saida distinguished itself from the other Lebanese towns and cities in waste treatment by choosing a technology based on the Mechanical and Biological Treatment (MBT) method, using anaerobic digestion. This was accomplished in cooperation with IBC s.a.l., a privately owned solid waste treatment company.

This environmentally sound course of action came as a consequence of the inability of Saida to implement the government's plan to build sanitary landfills; it also disregards the options of aerobic digestion or incineration methods. Aerobic digestion and composting are harmful around highly inhabited areas due the gases and airborne pathogens they release in their vicinity and environment as a whole, while expensive incineration is practiced in developed economies to treat the remains of mostly source separated waste, mainly non-organics that could not be recycled, in addition to expired drugs and hazardously contaminated waste. At any rate, such waste must have a caloric capacity between 9,500 and 11,000 KJ/Kg. Conversely, typical Lebanese waste has a calorific value at best not exceeding 6700 KJ/Kg, which is way below technical requirements for normal incineration.

The choice of Saida has proven to be environmentally correct as MBT with anaerobic treatment allows the recuperation of the energy produced by the organic fraction of the waste, which accounts to more than half of the total waste in Lebanon. The other factor in this positive development was the awareness and conviction of the Association of Municipalities of Saida-Zahrani, in particular Mayor of Saida, Engineer Mohammad Saoudi, to take urgent action and operate Saida's new waste treatment plant prior to closing, treating and transforming the old landfill which was considered as one of the notorious environmental disaster of the Mediterranean shores.

On the 17th of November, 2012, IBC started to receive daily the solid waste of the Saida-Zahrani Association of 16 municipalities; namely Saida, Haret Saida, Hlaliyeh, Bramiyeh, Abra, Majdelyoun, Alsalhiyeh, Alghaziyeh, Maghdoucheh, Ankoun, Elmiyeh w miyeh, Alkriyeh, Bkosta, Ain el delb, Tanbourit, and Darb elsim. The waste was sorted, separated and its organic fraction treated using anaerobic digestion as per the Ministerial Decree 55/2010 commanding energy recovery. The municipal solid waste treatment plant allowed Saida to rehabilitate its notorious open dump, often referred to as the "garbage mountain" through sorting its contents and establishing instead a public garden on 35,000 square meter of coastal land.

Needless to say that IBC faced numerous major difficulties and challenges during its initial start up phase. The original German design and plant equipment are not tailored to Lebanon's not-source separated waste as is the case in Europe. Worse yet, solid mixed waste arrives to the plant pressed via compactor equipped garbage truck, with a high organic content exceeding 50%. IBC, hence, promptly modified its plant design, introducing innovative process improvements, new equipments and machinery to fully sort and separate, while simultaneously debottlenecking the plant to reach a capacity to treat 500 tons per day.

Saida plant currently operates at half capacity. All waste fractions are sorted and the organics recovered,

including abbatoir/slaughterhouse waste and expired foods ordered for mandatory disposal. The latter are biologically treated in oxygen free hermetically sealed digesters, thus releasing methane gas at the rate of 850 cubic meters per hour. The gas is refined from undesirable substances and impurities and sent to generate 1700 kwh that are utilized to power the plant and its adjoining plastic recycling plant, thus producing clean pellets ready for use by plastic production industry. An electrical surplus of 150 kwh is offered, free of charge, to the Saida municipality which uses it for street lighting after dark.

During anaerobic digestion, the organic fraction is converted into sludge that is estimated, after gas production, at approximately 15% of initial received waste. The treated sludge is stabilized and dewatered to produce, after maturation and refining, a soil improver that is homogenous, odorless, and clean from impurities.

In the sorting area, recoverable materials suitable for recycling are separated. The materials include plastics, cartons, metals, and glass. Non-recoverable materials, known as inerts, amount to 25% of the waste. These are composed of heavy rejects from sand, bits of stones, glass, and ceramics as well as light rejects from textiles, plastic and paper shreds, styrofoam, and diapers.

Light rejects are transformed into Residue Derived Fuel (RDF), currently disposed of in the adjacent landfill upon mixing it with sand and gravel according to environmental principles. IBC is currently awaiting from APAVE in France the test results from incinerated IBC's RDF emissions in order to make it available to existing licensed high temperature kilns in the cement, glass, and paper recycling industries. In addition, and using its light rejects, IBC has developed various popular construction products such as Hourdi blocks and curb stones. The products were tested by recognized laboratories and found compliant with standards. Once the above is propagated at an industrial scale, IBC will reach zero waste, thus completely eliminating the need for a landfill. IBC is planning to reach this target at the latest by the 31st of December, 2015.

The Saida accomplishment is a feat in the innovative adaptation of advanced technology that constitutes a serious and successful model for propagation in Lebanon and the region.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

The Lebanese Training Center (LTC)

at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon is pleased to announce the upcoming following Trainings:

FRAUD & INTERNAL CONTROLS

Trainer: Mr. Georges Assilian, CPA, Financial advisor and Auditor.

Date: 9, 10 & 11 September 2015.

Time: 5.00 - 8.00 P.M

Outline & Target: It is widely acknowledged that losses arising from fraudulent activities are increasing rapidly. This seminar enables the participants to identify areas in their organization that may be vulnerable to fraud & to implement procedures to manage & minimize risks. It looks closely at how situations that give rise to fraud can occur & in particular, how internal control weaknesses can provide the opportunity for fraud with a special session on Information Technology related controls & an overview of the internal audit function. Finally, the seminar provides an overview of the measures & steps required in the event of fraud being suspected or detected.

This lecture is addressed to the Business owners & managers, Internal & independent auditors, Audit committee members & CFOs, Business risk consultants, Risk managers, Corporate security managers.

PREPARE YOURSELF FOR A SUCCESSFUL ANNUAL PERFORMANCE REVIEW MEETING

Trainer: Mr. Khaled Tayara, Professor at AUB, USJ, Expert in Strategic HR Management and Organizational Development.

Date: 15, 16 & 17 September 2015.

Time: 5.00 - 8.00 P.M

Outline & Target: After this workshop you will be able to do your self-assessment of your performance before the annual meeting to develop the proper skills in giving and receiving feedback, to enhance communication skills in a conflict scenario with your manager and to analyze strengths and weaknesses of your performance, in order to contribute in identifying your adequate career development roadmap.

This lecture is addressed to all employees who are in the process of doing a self-assessment or are assessing their team members/subordinates.

For more information/registration:
Call Center 1314 Ext 15 or email: ltc@ccib.org.lb
Free parking access
www.ccib.org.lb

Waste … the Hen that lays Golden Eggs

Toufic R. Hindi - CCIAZ Counsellor

Zahle experience in solving waste problem should be widly circulated, because Zahle was smart enough to grab opportunities. We think that others should share this experience that yielded to benefits, relaxed the community and improved people's life. How Zahle municipality did address this issue? Benefiting from the World Bank and USAID loans, the municipality bought a piece of land relatively far from the city, made the required preparations according to scientific standards, and built a waste sorting plant and treatment, a unit for composting organic materials and agriculture residues, and a tire shredder…

Zahle landfill became one of the three important landfills in the Middle East and North Africa. Zahle landfill resembles the hen that lays golden eggs, with millions of dollars which is used in development; it created new jobs and hundreds of trained manpower and expertise. The material collected from waste such as plastic, metals, paper and cardboard, glass, are sold in high prices, and the possibility of power generation from the extracted gas resulting from the fermentation of waste will be done in the near future.

Zahle saved the lives of its citizens who are enjoying the clean environment.

Zahle Solid Waste Management Facilities

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Enhancing SMEs productive capacities for livelihoods and Job Generation in the Bekaa Valley

The impact of the Syrian conflict is particularly pronounced in the trade sector, affecting goods and services. Consequently, the most affected sectors are the small and medium producers in the agro industry, which plays an important economic role within the communities...

STRATEGY

Syria has witnessed continuous civil unrest since March 2011, where Internally Displaced Populations (IDPs) were forced into multiple relocations and eventually driven to seek refuge in neighboring countries. The government of Lebanon estimates that an additional 500,000 Syrians reside in Lebanon without the support of the international community, implying a Syrian presence in Lebanon equivalent to almost a quarter of its current population.

The United Nations Industrial Development Organization-UNIDO, with the financial support of the Japanese Government and having the Ministry of Industry as the main counterpart, took on the implementation of the project "Supporting Host Communities in Lebanon affected by the High Influx of the Syrian Refugees".

The project aims at improving host communities' production capacity enabling them to respond to local and external market demand, while generating livelihood support and economic recovery for displaced and host communities. It will focus on the actual needs/demands of the markets, develop skills and know-how, and promote solutions to the current socio-economic challenges facing both communities. The project main interventions/components include mobilization and organization of targeted communities, capacity building and skills development and sustainable livelihoods of host community.

RESULTS

- The project helped directly around 300 households, representing 1,500 people in maintaining their existing jobs, as well as increasing employability, and creating further job opportunities for residents from the vulnerable communities in five industrial sub-sectors, including paint, wood, aluminum, textile, and metal. The support was done through two lines of interventions, the provision of equipment and capacity building development.
- 278 beneficiaries benefited from the capacity building activities organized by the project.

IMPACT/OUTLOOK

Today, 300 households enhanced their production techniques, staff have been re-employed in addition to generation of new jobs. The livelihoods of the employees and their families, including extended family members, have been restored and security is no longer a major concern. Thus, UNIDO has achieved its main objective by upgrading these enterprises from five agro-industrial sectors in the area that is mostly affected by the high influx of Syrian Refugees which is the Bekaa Valley. The benefited area witnessed a multiplication of investment by one, i.e. for every dollar of equipment or training provided, the owners invested on average 1 dollar. The project's interventions played a catalytic role in inducing production and management related changes beyond the utilization of new machinery.

PROJECT OVERALL IMPACT

Individual level: Higher employability of vulnerable members of local communities who were provided with marketable skills ; MSMEs' employees were capacitated at the technical and management level.

Enterprise level: Increased productive capacities and quality standards; improved safety at work and overall working conditions for employees; better understanding of export requirements and awareness of tools to maintain existing business opportunities/reach new markets and higher potential for sustained activity and growth.

Sector level: Sustained industrial activity in target areas/sub-sectors; support to developing a stronger industrial base in Bekaa and to increasing the sector's contribution to the regional economic output, capitalizing on the industrial sector's potential to generate sustainable employment and shared prosperity.

CLOSING CEREMONY OF THE PROJECT

To mark the end of the project, a ceremony was organized on Tuesday July 28, 2015 at Le Royal Hotel – Dbayeh.

The Minister of Industry, Hussein El Hajj Hassan, expressed his gratitude to the Government of Japan and to UNIDO for the support provided, and called for more similar cooperation initiatives. "This project created employment and income opportunities for residents from the vulnerable communities in the Bekaa region, and also helped strengthen the social cohesion locally," he said.

Cristiano Pasini, UNIDO Representative to Lebanon, highlighted the role of UNIDO in stressing the potential of the industrial sector for boosting economic resilience and for generating sustainable employment and shared prosperity. He said "by providing direct and needs-based technical support to small- and medium-sized enterprises in the form of access to equipment, capacity development and provision of specific business support services, the project has stimulated the economic recovery of the country". He further added that since 1971, UNIDO has helped implement over 100 technical cooperation projects in Lebanon.

Finally, Counselor and Deputy Chief of Mission of the Embassy of Japan to Lebanon, Keisuke Yamanaka expressed his appreciation for the effective cooperation between the UNIDO and the Ministry of Industry and stressed on the fact that host communities support projects constitute a critical part for alleviating the economic and social impacts caused by the Syrian crisis.

A project website has been developed highlighting the project activities and presenting the assistance rendered to Small and Medium Enterprises:
www.sme-support-leb.com

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

10 reasons why Glasgow is an economic powerhouse

Glasgow Chamber of Commerce recently welcomed a delegation from the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon during a three-day visit to the economic city of Scotland.

The Lebanese delegation headed by the Director General, Rabih Sabra, Director of Human Resources, Hana Nehme and Dory Abou Saab, IT Manager had the opportunity to meet and network with its peers at the Glasgow Chamber of Commerce, learn about its membership and the economic make-up of the city.

Glasgow Chamber of Commerce Chief Executive Stuart Patrick explained to members of the delegation why Glasgow is an Economic Powerhouse, presenting the ten reasons behind this reality.

CCIA-BML delegation felt it would be beneficial to share this overview with Econews readers.

1. GLASGOW HAS ECONOMIC SIZE... AND SIZE MATTERS

A big city offers a bigger market and a larger labour force for business to work with. Of course there are several definitions of a city, and here we are looking at the Greater Glasgow of some 1.7m people, not just the central City of Glasgow of 600,000 people. According to Centre for Cities, we are the fourth largest city in the UK, and outside of the global cities of London and Paris, we are in the top 30 largest cities in Europe (Eurostat). That puts us ahead of cities like Lyon, Amsterdam, Helsinki and Dusseldorf and just behind Cologne, Brussels, Stockholm and Copenhagen. Glasgow contributes to 32% of Scottish economic output, 35% of its jobs and 36% of its exports.

2. GLASGOW IS A BRIGHT CITY

A big proportion of our population has a minimum of a graduate level qualification. The Centre for Cities ranked Glasgow second only to London in the top ten large UK cities for the people's skills. With Liverpool having 23% of its population at graduate level, Birmingham 26%, Manchester 33% and Glasgow 41%, the 'giant sucking sound' of London just isn't as influential in Scotland or in Glasgow. Skilled labor is by far the most important reason for businesses choosing a place to invest, and in this regard Glasgow is well placed.

3. GLASGOW HAS A STRONG TRACK RECORD OF COORDINATED, AMBITIOUS LEADERSHIP

This is a difficult asset to create as it depends on trust relationships and tacit knowledge. A city where government, academia and business - the triple helix - find it relatively easy to work together is one with an asset others find really difficult to replicate. What proves that we have the asset? The Commonwealth Games bidding and delivery is the proof among many others. And amongst relatively recent examples is the recent securing of a £1.13bn City Deal for Glasgow requiring active support from 8 local authorities, Glasgow's universities and the city business community. We also have the Glasgow Economic Leadership board chaired by Professor Sir Jim McDonald bringing the triple helix together to champion an economic strategy for Glasgow and encourage the delivery of an investment agenda set out by the city's 2011 Glasgow Economic Commission. To reach this level of leadership, you need a thick, fairly complex pattern of interaction and engagement... and Glasgow has that.

4. GLASGOW HAS A DIVERSE ECONOMY

Our economy suffered 3 decades ago from an over-reliance on heavy engineering and its final collapse is what shaped the need for a regeneration strategy in the first place. Glasgow is no longer a one industry town.

The Glasgow Economic Commission identified at least 6 sectors where Glasgow has a distinctive asset base, and where overseas trading opportunities have real potential for growth: low carbon industries, financial and business services, life sciences, engineering, tourism and education.

But we also have whisky. The distilleries may be in Speyside and the Islands; however, 80% of the industry bottling is done in Glasgow, meaning that about 35 bottles per second are sent across the world from Glasgow and major companies like Diageo, Pernod Ricard, William Grant and Edrington have headquarters or major facilities in the city. Besides, we are the media hub of Scotland and a world leading centre of ship management.

5. GLASGOW IS SCOTLAND'S CAPITAL OF RENEWABLE ENERGY

There are 5,000 people working in the energy sector in Glasgow, with two giants like Scottish Power- currently building their new HQ at Charing Cross - and SSE.

Glascow features offshore and onshore wind energy resourses, with 2,100 jobs in the field of renewable energy which makes Glasgow the biggest concentration of renewables work in Scotland. R&D in Glasgow is strongly present in the International Technology and Renewable Energy Zone next to the University of Strathclyde housing the UK's Offshore Renewables Catapult and the UK's Technology Strategy Board Future Cities Demonstrator. Strathclyde's Power Demonstration Centre and the All Energy Conference in Glasgow since 2015 add further assets to the city.

6. GLASGOW IS A THRIVING FINANCIAL AND BUSINESS SERVICES CENTRE

Financial and business services made the biggest contribution to Glasgow's growth in the first decade of the 21st century, taking Glasgow up to 74th in the list of world financial centres (Global Financial Centres Index 15) and making Glasgow's private sector one of the fastest growing in large UK cities.

There are 52,000 F&Bs jobs in the City of Glasgow with 15,000 net new jobs created in the International Financial Services District (IFSD) during its first ten years of operation. Bank of Scotland, Clydesdale Bank, RBS, Esure, Barclays Wealth, Santander, Morgan Stanley, JP Morgan, BNP Paribas, Shell, Tesco Bank and many others all have significant presence there. The growth of F&Bs has kept the property market in the city bubbling with 4 new office projects totalling £210m of investment and 500,000 square feet of space in development.

7. GLASGOW HAS A LARGE AND DISTINCTIVE LIFE SCIENCES INDUSTRY

From BioCity Scotland in Newhouse through to the West of Scotland Science Park and the new South Glasgow hospital complex through to GlaxoSmithKline's facilities and enterprise zone in Irvine, the Glasgow BioCorridor has some internationally significant strengths in stratified medicine, medical devices and industrial biotechnology. The University of Strathclyde hosts Industrial Biotechnology Centre and the Institute of Medical Devices.

36% of Scotland's life sciences companies, including 50% of our medical devices companies are based in the Glasgow city region. 22,000 students are currently studying life science topics. The new South Glasgow hospital, which opened in 2015, is one of the most advanced and largest of critical care hospitals in the UK bringing together clinical practitioners, academic researchers and business on one site. It will house, amongst many facilities, the Stratified Medicine Scotland Innovation Centre led by the University of Glasgow and will exploit Scotland's unique assets in commercial and non-commercial clinical trials.

8. OUR ENGINEERING SECTOR IS RIGHT BACK AT THE HEART OF GLASGOW'S ECONOMY

We are a city of engineers with an estimated 10,000 professional engineers operating in the city. Glasgow makes the single biggest contribution to Scotland's manufacturing economy with 800 manufacturing units employing around 20,000 people. We have powerful companies trading all across the globe and present in the city, including the Weir Group, Aggreko, Howden, Babcock Doosan, Thales, BAE Systems, Clyde Blowers, and many more.

There are 9,000 students in engineering, technology or computer science disciplines. We have a host of research centres of excellence including the Advanced Forming Research Centre, the Innovation Centre for Sensors and Imaging Systems, the UK's first Fraunhofer facility in the Centre for Applied Photonics. The University of Strathclyde has been appointed a strategic partner to the UK's National Physical Laboratory in Teddington and Glasgow is set to be the UK's sole centre for advanced warship building at BAE Systems' Clyde yards.

9. WE HAVE A WORLD CLASS EDUCATION BUSINESS

With 3 colleges and 5 higher education institutions in just the City of Glasgow alone, 130,000 students are currently enrolled in these institutions. Together these bodies give Glasgow a highly distinctive mix of educational offers. City of Glasgow College is the largest in Scotland, currently investing £228m in a new college to house 40,000 students alone. Our oldest university at Glasgow, is the 51st in the world with demonstrated skills in accounting and finance, cancer studies, cardiovascular medicine, engineering and dentistry.

The University of Strathclyde - the UK's University of the Year 2012 and the Entrepreneurial University of the Year 2013 - similarly has a full range of distinctive strengths including a triple accredited Business School (1 of only 55 in the world), biosciences and a world class engineering track record, now becoming physically manifest in the £89m Technology and Innovation Centre which will involve the co-location of business and academic research on George Street.

We have Glasgow Caledonian University - a clear leader in inclusive learning with campuses in London and New York and strengths in many practical disciplines in allied health research and in the built and natural environment.

We have national jewels in the Glasgow School of Art and the Royal Conservatoire of Scotland.

These institutions provide fundamental support to the growth of all the industries in Glasgow's portfolio, but they are businesses in their own right profitably attracting over 12,500 overseas students to the city.

10. OUR TOURISM INDUSTRY IS ROBUST AND WITH GREAT GROWTH POTENTIAL

Clearly, the Commonwealth Games, the MTV awards in 2014 and the World Gymnastics in 2015 are all helping Glasgow to be an attraction destination for visitors. For the past eight years, the Glasgow City Marketing Bureau has been the UK's best Convention Bureau.

Glasgow attracted 2.3 million visitors spending £495 m. It is the 6th most visited city in the UK by overseas visitors. Hotel occupancy for the city's 11,400 rooms in 2013 was 78.5%, beating cities like Hamburg, Amsterdam and Barcelona.

GLASGOW IS, CONSISTENTLY, THE SECOND CENTRE OF RETAIL IN THE UK AFTER LONDON.

Glasgow has a thriving conference business with 560 conferences in 2013/2014 attracting nearly 500,000 delegates and £136m of economic value. 40% of delegates come from overseas especially in the life sciences and medical disciplines.

Glasgow Airport is Scotland's long haul hub airport with some 7.4m passengers growing healthily over the past year by 3.2% for international and 2.5% for domestic traffic.

Glasgow Central Station is the Scotland's busiest railway station and the second busiest outside London in the UK.

The Riverside Museum was the European Museum of the Year in 2013 and the SSE Hydro has quickly become the third most visited music concert venue in the world.

GLASGOW IS A TOP TEN SPORTING CITY.

Glasgow Chamber would be delighted to connect with members of the CCIA-BML who are interested in making connections in Glasgow. Contact can be made through Elaine Rodger, Head of Training and Development:

elaine.rodger@glasgowchamberofcommerce.com

Further information about Glasgow Chamber can be found on the following website **www.glasgowchamberofcommerce.com**

ARBITRATION: THE FASTEST AND SUREST WAY TO RESOLVE DISPUTES

The Lebanese Arbitration Center was established in 1995 as the first center of its kind in Lebanon. Specialized in settling disputes arising from commercial, financial, engineering and construction contracts, the center operates in an independent, confidential and transparent manner through well known, experienced and highly reputed arbitrators.

www.ccib.org.lb
For more information please call 1314 ext 171

Lebanese Arbitration Center

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Give green a chance

«We shall require a substantially new manner of thinking if mankind is to survive.» - Albert Einstein

Lebanon produces about 2.04 million tons of Municipal Solid Waste (MSW) every year; each person generates approximately between 0.8 to 1.2 kg per day, and MSW generation is projected to further increase.

The private sector is highly involved in the collection, transfer, disposal and treatment of the MSW; nevertheless to date, there is no specific national legislative framework dealing directly with MSW management in Lebanon. An emergency plan was devised for Greater Beirut area in 1998 on which the government is still relying.

In the past weeks, Lebanon has been suffering from an unprecedented waste crisis in the country's recent history. The waste crisis has left huge masses of trash piling up across Beirut and the surrounding mountains, along with burned scraps of waste in various areas.

The crisis continues to persist since the closure of Naameh landfill, the city's main landfill, paralleled with a lack of proper alternative dumpingsites.

It is during such complex times that private initiatives start to emerge. Under the slogan "THERE IS NO PLANET B, RECYCLE!", the Green MED initiative (GMI) project, led by the CCIA-BML, and funded by the EU, will deploy 52 Reverse Vending Machines (RVMs) in different schools and universities in Lebanon during the months of September and October. The RVMs offer a modern and automated deposit system for sorting, collecting, and handling the return of used beverage containers for recycling or reuse.

When returning their empty containers (cans and plastic bottles), students can get instant rewards based on the "Rewards & Challenges" program for Lebanon. This approach is a clean and safe tool that motivates students to be more environmentally active. The reward scheme makes the use of RVMs appealing, hence increasing the collection and recycling rates.

These machines are centrally connected via GPRS to an online reporting platform "The GMI E-platform" through which users can create their personal profiles, accumulate points, follow up on their recycling progress, and redeem their points for a variety of rewards.

16 RVMs have been firstly deployed in 3 universities in Barcelona on April 20th 2015, resulting in the collection of around 18.000 bottles & cans (by July 2015), and engaging more than 10.000 students. The machines will also be placed in Egypt, Italy, Spain and Tunis, offering students the possibility to compete and learn from each other's experiences.

The benefits of this project are countless! GMI will produce a cultural change through raising awareness in schools and universities on the importance of the 3 Rs (Reduce, Reuse, Recycle), and directly by engaging students in recycling practices and expanding their knowledge on sustainable development.

Students will learn to sort at source, and will grow up having more knowledge about the importance of recycling, thus being more responsible towards the environment.

More information on GMI project through the following website (www.gmiproject.eu) or contact Ms. Diana Kobayter, Project Manager (projects@ccib.org) ; Ms. Tamara Nasser, Communication Coordinator (gmi@ccib.org.lb).

Project funded by the EUROPEAN UNION
ENPI CBCMED CROSS-BORDER COOPERATION IN THE MEDITERRANEAN
GMI The Green MED Initiative

Improving green jobs market with SHAAMS

Within its efforts in improving job market conditions, and as an implementing partner of SHAAMS project, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon (CCIA-BML) has been actively involved in creating a sustainable training and capacity building system focused on solar energy.

The EU-financed SHAAMS project aims at raising public awareness on solar energy through the transferability and implementation of good practices in legal, regulatory, economic, organizational issues and financing mechanisms, to facilitate the take up of solar technologies.

Following a training needs assessment organised earlier in 2015, CCIA-BML partnered with Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD) in order to achieve the common objective of introducing courses on photovoltaic (PV) systems in the technical schools in Lebanon in a sustainable way.

The curriculum targeted is the Electrotechnics technical baccalaureate, currently given in 12 public and private schools in Lebanon, and covering all geographical regions.

In this context, a training program for teachers on photovoltaic systems has been launched through SHAAMS project. Trainings take place at Don Bosco technical school (Fidar), which is ideally equipped with photovoltaic sets to be used during practical sessions. The training program includes an introduction to the principles of PV systems and PV technology, development of skills related to the installation and maintenance of PV systems, and finally a real case study in synchronizing PV systems and their application in irrigation.

A first training took place in July 2015, while two other training sessions will take place in September and October 2015.

Starting the year 2015-2016, students preparing the Electrotechnics technical baccalaureate will be knowledgeable about photovoltaic systems. This will in turn improve the efficiency of solar energy companies aiming at recruiting young technicians.

EDILE* Pertinent also to Biosphere Reserves

The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) hosted, on 26-29 May, 2015 the second technical assistance mission led by EDILE's EU partners IesMed –Cooperative from Barcelona and ClassM –Business Solution from Marseille. With the general vision to ameliorate EDILE assessment tools, the mission consisted of a collaborative work between EDILE team, the EU technical assistants Mr. Guillaume Thureau and Mr. Jérémie Malbrancke, the local expert Dr. Mohamad Abiad and CCIABML experts Mrs. Shaden Beydoun and Ms. Chaza Abou Daher and the five pilot projects to test the methodological criteria and the auto-assessment tool. In an active and highly-engaged interaction, the stakeholders communicated their feedback on 10 criteria covering the economic, environmental, community and social impact each of the methodological guide and completed the auto-assessment tool.

One full day was dedicated to the Shouf Biosphere Reserve which introduced the technical assistants to the wonders of the nature in the area, but most importantly, the inclusive vision of this reserve that EDILE has enrooted in its culture. The mission concluded with suggestions to upgrade EDILE tools, with the recommendations of Lebanese investors.

Following the technical assistance mission, our local expert evaluated and rated two of our pilot projects as per EDILE methodology in preparation of the "EDILE Award" event that will take place on the 4th of November 2015 to reward the companies that contributed most significantly to the development of their territories. As we speak, EDILE team at the Chamber is preparing its upcoming local training set on 9-10 September 2015 to share best practices in projects evaluation and exercise EDILE assessment techniques in lively discussion workshops.

*Economic Development through Inclusive and Local Empowerment

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Trade between Lebanon and U.S.A

HS Code	MAIN LEBANESE EXPORTS TO U.S.A. IN 2014	Thousand $	Tons Net	Share of Total Exports
21	Miscellaneous edible preparations.	9,353	2,335	%16
39	Plastics and articles thereof.	9,233	4,032	%16
20	Preparations of vegetables, fruit, nuts	8,039	2,936	%14
71	Natural or cultured pearls; precious mretals	6,098	0	%10
22	Beverages, spirits and vinegar.	4,486	1,457	%8
15	Animal or vegetable fats and oils	3,732	930	%6
9	Coffee, tea, maté and spices.	2,991	332	%5
17	Sugars and sugar confectionery.	2,187	444	%4
33	Essential oils and resinoids; perfumery, cosmetics	2,090	502	%4
84	Nuclear reactors, boilers, machinery...	1,794	156	%3
	Other	8,640	1,398	%14
	TOTAL	58,643	14,522	%100
HS Code	**MAIN LEBANESE IMPORTS FROM U.S.A. IN 2014**	**Thousand $**	**Tons Net**	**Share of Total Imports**
27	Mineral fuels and oils and distillation products	304,568	675,042	%25
87	Vehicles other than railway or tramway	219,361	26,239	%18
84	Nuclear reactors, boilers, machinery...	144,015	8,223	%12
30	Pharmaceutical products.	113,092	272	%9
90	Optical, photographic, cinematographic instruments	67,317	439	%5
85	Electrical machinery and equipment and parts	42,614	2,190	%3
8	Edible fruit and nuts; peel of citrus fruit	28,883	3,335	%2
39	Plastics and articles thereof.	25,619	16,773	%2
23	Residues and waste from the food industries	23,974	31,751	%2
21	Miscellaneous edible preparations.	23,665	7,058	%2
	Other	233,675	129,905	%20
	TOTAL	1,226,783	901,227	%100

The implementation of USA's Generalized System of Preferences (GSP) was relaunched and extended until 2017, after being halted in 2012. This program aids developing countries through exempting several products exported to the United States from tariffs. The number of countries involved in this program reaches 121 countries. Lebanon is expected to take advantage of GSP through exporting around 3500 different products to the USA with reduced tariffs.

Lebanese exports to the United States dropped from 6.8% of total Lebanese exports in 2001 to 1.8% in 2014. This placed the USA in 14th on the list of Lebanese exports destinations. Moreover, imports from the USA decreased from 11.5% to 6.0% of total imports between 2008 and 2014. In the period 2006-2012, USA ranked 1st on the list of sources of Lebanese imports. However, it currently ranks in 5th.

Major 2014 exports included: Miscellaneous edible preparations (16%), Plastics (16%), and preparations of vegetables, fruit, & nuts (14%). On the other hand, main imports in 2014 included: Mineral fuels and oils (25%), vehicles (18%) and machinery (12%).

TRADE EXCHANGE BETWEEN LEBANON & USA (million $)

	EXPORTS	%	Rank	IMPORTS	%	Rank	TRADE BALANCE
2000	$46.4	6.5%	4	$457.4	7.3%	4	-$411.0
2001	$60.8	6.8%	5	$515.0	7.1%	4	-$454.2
2002	$53.5	5.1%	6	$464.5	7.2%	4	-$411.0
2003	$66.1	4.3%	6	$431.4	6.0%	5	-$365.3
2004	$48.5	2.8%	9	$553.2	5.9%	5	-$504.7
2005	$57.6	3.1%	9	$547.7	5.9%	5	-$490.1
2006	$52.6	2.3%	10	$1,016.0	10.8%	1	-$963.4
2007	$67.7	2.4%	13	$1,139.4	9.6%	1	-$1,071.7
2008	$49.4	1.4%	19	$1,849.7	11.5%	1	-$1,800.4
2009	$49.5	1.4%	14	$1,764.3	10.9%	1	-$1,714.8
2010	$61.5	1.4%	15	$1,909.0	10.6%	1	-$1,847.6
2011	$64.2	1.5%	14	$1,990.2	9.9%	1	-$1,926.0
2012	$64.6	1.4%	13	$2,375.5	11.2%	1	-$2,311.0
2013	$63.9	1.6%	14	$1,500.4	7.1%	4	-$1,436.5
2014	$58.6	1.8%	14	$1,226.8	6.0%	5	-$1,168.2
2015*	$31.0	2.0%	14	$502.8	5.7%	5	-$471.8

** First 6 months*

Lebanon in Figures *in billion US$ (unless otherwise specified)*

Ref.	Indicator	2013	Jun.2014	2014	Jun.2015
10	Growth	3.00%	-	2.00%	-
11	GDP (in constant Prices 2010)	40.80	-	41.60	-
12	GDP (in current prices)	47.20	-	47.80	-
20	CPI	1.10%	0.61%	-0.71%	-2.08%
21	M1	5.05	5.08	5.50	5.67
22	M2	45.59	46.88	48.67	50.58
23	M3	111.12	114.93	117.64	120.40
24	M4	117.25	121.81	124.55	127.56
26	Banks Assets	164.77	169.51	175.64	180.02
27	Banks Deposits - Private Sector	136.16	140.30	144.38	148.53
28	Banks Loans - Private Sector	41.49	43.67	45.35	46.28
30	Balance of Payment	-1.13	0.22	-1.41	-1.32
31	Current Account *	-11.78	-4.94	-9.05	-
32	Balance of Trade	-17.29	-8.62	-17.18	-7.24
33	Imports	21.23	10.28	20.49	8.79
34	Exports	3.94	1.66	3.31	1.55
40	Unemployment Rate (Est.)	20.00%	-	20.00%	-
41	Employment Rate (Est.)	47.60%	-	47.60%	-
42	Population (Est.)	4.18 Mn	-	4.23 Mn	-
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	2.85 Mn	-	2.88 Mn	-
		2013	Mar-14	2014	Mar-15
51	State Budget Deficit	-4.22	-0.83	-3.07	-1.07
52	Budget Revenues	9.42	2.43	10.88	2.08
53	Budget Expenditures	13.64	3.26	13.95	3.15
54	Public Debt	63.47	65.14	66.67	69.42
55	Debt Service	3.79	0.84	4.19	0.89
56	Total Primary Deficit / Surplus	-0.24	0.04	1.31	-0.14

Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43), Customs (32,33,34), Ministry of Finance (51,52,53,55,56) ,World Bank (10)
** Current Account 2014: till Sep.*

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CONFERENCES

Conference: **2nd Ethiopia Healthcare Infrastructure & Pharmaceutical Investment Summit**
Industry: Health & Pharmaceutical
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Date: 23-24 September 2015
Phone: 003226621612
Email: administration@euroconventionglobal.com

Conference: **The Financing of Renewable Energy Projects in Egypt**
Industry: Power & Energy
Location: Cairo – Egypt
Date: 01 October 2015
Phone: 003226621612
Email: info@euroconventionglobal.com

Conference: **2nd Congress of Olive Oil**
Industry: Olive Oil
Location: Ancient Olympia - Greece
Venue: Epihotel Odysseas
Date: 01-04 October 2015
Phone: 003026210 42190
Email: epi_hotel@outlook.com.gr
vagalos@otenet.gr

Conference: **ASPIRE 4 SPORT**
Industry: Sports
Location: Berlin - Germany
Date: 05-06 October 2015
Phone: 0097444136888
Fax: 0097455541059
Email: Ward.abdallah@aspire.qa
Website: www.aspire4sport.com

Conference: **Arab Forum: Strengthening the Role of Industrial and Technological Incubators in Industrial Development**
Industry: Technology
Location: Tunisia
Date: 12-14 October 2015
Phone: 00212537274500
Fax: 00212537772188
Email: aidmo@aidmo.org / id@idmo.org
Website: www.aidmo.org

Conference: **Djibouti Infrastructure & Renewable Energy Investment Conference**
Industry: Energy, Water, Port and Transport
Location: Djibouti - Africa
Date: 14 October 2015
Phone: 003226621612
Email: info@euroconventionglobal.com

Conference: **Homeland & Global Security Forum**
Industry: Global
Location: Geneva - Switzerland
Date: 14-16 October 2015
Phone: 0037797707000
Fax: 0037797707040
Email: info@montana30.org
Website: www.cmf.ch

Conference: **Expo Halal Spain 2015**
Industry: Halal Agro-food
Location: Madrid - Spain
Date: 21-22 October 2015
Phone: 0034662369428
Email: magda@ambarconnect.com
Website: www.expohalal.com

Conference: **Cuba Business & Investment Forum**
Industry: Global
Location: Havana - Cuba
Date: 04 November 2015
Phone: 003226621612
Email: administration@euroconventionglobal.com

EXHIBITIONS

Exhibition: **19th China International Fair for Investment & Trade (CIFIT)**
Industry: Global
Location: Xiamen-China
Date: 08-11 September 2015
Phone: 0097317536881
Fax: 0097317536883
Email: ipsbah@batelco.com.bh
Website: www.arceit.org

Exhibition: **MINEX 2015**
Industry: Mines & Mining
Location: Tehran – Iran
Date: 29 September – 01 October 2015
Phone: 00982188548845-8 / 88539243-6
Fax: 00982188548849
Email: int@expopars.com
Website: http://www.expopars.com/en/

Exhibition: **Furnidec Business**
Industry: Furniture
Location: Greece
Venue: Thessaloniki International Exhibition
Date: 02-04 October 2015
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Exhibition: **The 15th Tehran Int'l Industry Exhibition**
Industry: Machinery, Industrial Technology, Electronics & Telecommunication
Location: Tehran - Iran
Venue: Tehran International Permanent Fairground
Date: 05-08 October 2015
Phone: 009821 22662765
Fax: 00982122662772
Email: info@idro-fairs.com
Website: www.idro-fairs.com

Exhibition: **Erbil International Fair / Project Iraq – Erbil / Energy Iraq - Erbil**
Industry: Global / Construction / Power & Electrical Engineering
Location: Erbil - Iraq
Venue: Erbil International Fair Ground
Date: 05 – 08 October 2015
Phone: 009615959111 / 00964 66 256 7634
Fax: 009615959888
Email: info@ifpexpo.com / info@ifpiraq.com
Website: www.ifpgroup.net /www.eif-expo.com
www.project-iraq.com/Erbil

Exhibition: **The 8th Nanotechnology Int'l Exhibition**
Industry: Nanotechnology
Location: Tehran - Iran
Date: 05-08 October 2015
Website: http://festival.nano.ir.

Exhibition: **Aluexpo 2015**
Industry: Aluminium Technology
Location: Istanbul - Turkey
Venue: Istanbul Expo Center
Date: 08-10 October 2015
Phone: 009053601067785
Fax: 00902324583569
Email: info@joudygroup.com
Website: www.joudygroup.com

Exhibition: **Nepal Chamber Expo 2015**
Industry: Global
Location: Kathmandu - Nepal
Venue: Bhrikuti Mandap Exhibition Hall
Date: 08-12 October 2015
Phone: 0097714230947
Fax: 0097714229998
Email: Chamber@wlink.com.np
Website: www.nepalchamber.org

Exhibition: **ANUGA 2015**
Industry: Food and Catering
Location: Cologne - Germany
Date: 10 – 14 October 2015
Phone: 00492218212240
Fax: 0049221821993410
Website: www.anuga.com

Exhibition: **The HQ Show 2015**
Industry: Hospitality
Location: Doha - Qatar
Venue: Doha Exhibition Center
Date: 13 – 15 October 2015
Phone: 009615959111 / 00974 44 329900 Ext: 613
Fax: 009615959888 / 00974 44 432891
Email: info@ifpexpo.com
rawad.sleem@ifpqatar.com
Website: www.ifpgroup.net / www.hqshow.com

Exhibition: **Saudi Agriculture / Saudi Agro-Food / Saudi Food Pack**
Industry: Agriculture, Water & Agro Industry / Food and related technology / Food Processing & Packaging
Location: Riyadh - KSA
Venue: Riyadh International Convention & Exhibition Center
Date: 11 – 14 October 2015
Phone: 009615959111 Ext: 511 & 512
Fax: 009615959888
Email: info@ifpexpo.com
Website: www.ifpgroup.net
www.saudi-agriculture.com
www.saudi-agrofood.com

Exhibition: **IHGF Delhi Fair**
Industry: Home Decorative, Lawns & Gardens
Location: New Delhi – India
Venue: India Expo Centre & Mart
Date: 14-18 October 2015
Phone: 0091126125893
Fax: 00911126125892
Email: visitors@epch.com
Registration:www.ihgfdelhifair.epch.in
Website: www.epch.in

Exhibition: **62nd Manila Fame Design Week**
Industry: Design & Lifestyle
Location: Manila - Philippines
Venue: SMX Convention Center
Date: 15-18 October 2015
Phone: 00632 8311256 or 8312201 local 301
00632 8311256 or 8312201 local 242
Email: rvgaetos@citem.com.ph
rocampo@citem.com.ph
kcpineda@citem.com.ph
Website: http://www.manilafame.com

Exhibition: **KOSMIMA**
Industry: Jewelry and related machinery
Location: Greece
Venue: Thessaloniki International Exhibition
Date: 17-19 October 2015
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Exhibition: **Iran HAVC&R 2015**
Industry: Heating & Air Conditioning Systems, Ventilation Equipment, Pipes & Fittings
Location: Tehran - Iran
Venue: Tehran International Permanent Fairground
Date: 17-20 October 2015
Phone: 00982188203020
Fax: 00982188208423
Email: info@IRANHVAC.com
Website: www.IRANHVAC.com

Exhibition: **Paper ME 2015 / Pack 2 Pack 2015 / Tissue-Me 2015**
Industry: Paper, Cartoon, Sanitary and Packaging.
Location: Cairo - Egypt
Date: 22-24 October 2015
Phone: 0020226705239 / 26712287
Fax: 0020222753634
Email: rahma@nilefairs.com
Website: www.nilefairs.com / www.glassworldex.com
www.papermideast.com
www.pack2packexpo.com
www.tissueme.com

Exhibition: **Saudi Build / PMV Series at Saudi Build / Saudi Stone-Tech**
Industry: Construction / Construction Machinery / Stone Technology
Location: Riyadh - KSA
Venue: Riyadh International Convention & Exhibition Center
Date: 26 – 29 October 2015
Phone: 0096615959111 / 00966112295604
Fax: 0096615959888
Email: info@ifpexpo.com
Website: www.ifpgroup.net / www.saudibuild-expo.com

Exhibition: **Turkish – Arabic Fashion Expo**
Industry: Textile, Clothing, Leather and related technology
Location: Izmir - Turkey
Date: 26 – 29 October 2015
Phone: 00902322813909 / 00902324257770
Fax: 00902322813929
Email: info@turabexpo.co / turab@turabexpo.com
Website: www.turabexpo.com

Exhibition: **Small and Microenterprises in the Arab Countries: Reality & Aspirations**
Industry: MSME
Location: Kuwait
Date: 27 – 29 October 2015
Phone: 0096524394158
Email: d.research@arabou.edu.kw
Website: www.arabou.edu.kw

Exhibition: **WorldFood GreenProduce Ukraine**
Industry: Food and Drinks and related machinery
Location: Kiev - Ukraine
Date: 27 – 29 October 2015
Phone: 0038444968645
Email: food@pe.com.ua
Website: www.worldfood.com.ua

Exhibition: **International Show of Agriculture, Agricultural Machinery & Fishing**
Industry: Agriculture and Fisheries
Location: Tunisia
Venue: Kram Exhibition Park
Date: 28 October – 01 November 2015
Phone: 0021671806800 / 29639230
Fax: 0021671807041 / 71809181
Email: inscription@siamap.com
Website: www.siamap.com

Exhibition: **CAREXPO 2015**
Industry: Meat & Livestock
Location: Buchatrest - Romania
Venue: ROMEXPO Exhibition Center
Date: 28 October – 01 November 2015
Phone/Fax: 0040214505064
Email: office@industriacarnii.ro
Website: www.carnexpo.ro

Exhibition: **Foodex Izmir 2015**
Industry: Turkish Agrofood
Location: Izmir - Turkey
Venue: Izmir Fair Ground
Date: 05-08 November 2015
Phone: 009053601067785
Fax: 00902324583569
Email: info@joudygroup.com
Website: www.joudygroup.com

Exhibition: **POLIS**
Industry: Local Government / Social Sector / Private Enterprises
Location: Greece
Venue: Thessaloniki International Exhibition
Date: 12-15 November 2015
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Exhibition: **PHILOXENIA**
Industry: Tourism
Location: Greece
Venue: Thessaloniki International Exhibition
Date: 12-15 November 2015
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

BUSINESS OPPORTUNITIES

Company: **Water & Soil**
Activity: Organic based soil conditioner for reducing water usage and diminishing the effects of drought and dehydration
Location: Hungary
Phone: 0036309962507
Email: antal.vattay@waterandsoil.eu
Website: www.waterandsoil.eu

Company: **EWR Hungary Ltd.**
Activity: Electronic Waste Processing and Recycling Plant
Location: Hungary
Phone: 0036309487919 / 0036709487919
Email: Ewr.hungary@gmail.com
Website: www.ewrhungary.com

Company: **Altius**
Activity: Coating for Solar Glass
Location: Bucharest - Romania
Phone: 0040314137444 | 0040314141441
Fax: 0040314382510
Email: info@altiusfotovoltaic.ro
Website: www.altiusfotovoltaic.ro

Company: **Best Foods Limited**
Activity: Exporters of Basmati Rice
Location: New Delhi - India
Phone: 00911145574481 / 00911842382225/ 2382202 / 2382467
Fax: 00911145574480 / 00911842382201
Email: brijmeet.singh@bestfoodgroup.com
Website: http://www.bestfoodgroup.com/

Company: **ZETACHEM**
Activity: Manufacturer & Supplier of Specialty Chemicals for Water Treatment Industries
Location: South Africa
Phone: 0027314690165
Fax: 0027314690408
Email: mark@agora.co.za
enquiries@zetachem.co.za
Website: www.zetachem.co.za

Company: **Bill Cost**
Activity: Wmoem's Clothes
Location: Greece
Phone: 00210996181112
Fax: 002109927632
Email: f.kostaridis@billcost.gr
Facebook: https://www.facebook.com/billcostfashion?ref=ts

Mr. Stefan Sofroniev
Commercial & Economic Counselor
Embassy of the Republic of Bulgaria in Lebanon
Activity: Import of Furniture & Prefabricated Wood
Location: Bulgaria
Phone/Fax:009615453044
Email: s.sofroniev@mi.government.bg

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat
Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyne Jallad, **Coordinateurs:** Irene Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Integrated Communications, Rita Nehmé
INTEGRATED COMMUNICATIONS

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 162
T: 961 1 353 390 ext: 162

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb